LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire — Paraît le mercredi ● 26 juin 1968 — N° 1

La vérité sur la reprise dans les entreprises

(Voir pages 4, 5, 6, 7)

En ramenant l'ordre, le Parti Communiste a préparé sa propre défaite électorale

MAIS la CLASSE OUVRIERE RESTE INVAINCUE

Les progrès du PSU montrent que le soutien des idées révolutionnaires est payant

AU début du mois de juin un communiqué de la C.G.T. disait, en substance, que le travail devait reprendre au plus vite, qu'il fallait mettre fin à la grève et qu'une nouvelle Assemblée Nationale issue des élections des 23 et 30 juin pourrait satisfaire les revendications des travailleurs qui n'avaient pas été obtenues par la grève.

On voit aujourd'hui, entre les deux tours de scrutin, ce qui reste d'une telle affirmation : l'Assemblée qui se dessine ressemblera fort à celle qui vient d'être dissoute. Pas plus par celle-ci que par celle-là les revendications des travailleurs ne seront satisfaites. Les dirigeants de la C.G.T., qui ont fait abandonner aux travailleurs l'arme de la grève pour le leurre du bulletin de vote, ont trompé la classe ouvrière.

Au plus fort de la grève, de Gaulle, Pompidou, incapables de faire face à la situation, ont été bien près de quitter la scène politique. De Gaulle l'avait d'ailleurs dit officiellement lors de son « interview » par Michel Droit à la télévision. A ce moment-là une grande partie de la clientèle du gaullisme se détournait de lui : une partie du centre considérait que c'était sa politique qui avait amené la crise, une partie de la droite considérait qu'il était incapable de ramener le calme. Il est vraisemblable qu'à ce moment-là une grande partie de la bourgeoisie considérait que seul un homme politique estimé de gauche par l'opinion publique pourrait débarrasser les rues des barricades et faire tourner à nouveau les usines.

Mais à ce moment-là de Gaulle s'est montré capable de ramener l'ordre et de faire reprendre le travail. Pour la bourgeoisie il était donc, encore, l'homme de gouvernement qui convenait à la situation et pour la masse des électeurs de dimanche dernier il fut l'homme capable de concevoir une politique et de la faire appliquer, tandis que la gauche n'était capable que de renier ses promesses, de décourager ceux qui lui faisaient le plus confiance, de dire blanc et de faire le contraire, de mécontenter les tenants du drapeau tricolore en défilant avec des drapeaux rouges et d'ulcérer les partisans du drapeau rouge en faisant l'éloge du tricolore.

(Suite page 2)

LA RÉVOLUTION SOCIALE N'EST PLUS IMPOSSIBLE

DE GAULLE au cours de son entretien avec Michel Droit a reconnu avoir voulu se retirer. Nul besoin de voir dans cet aveu un stratagème dont le général n'est pas avare par ailleurs. La situation politique, économique et sociale du pays justifiait largement l'éventualité de la démission de celui qui, il y a dix ans, était porté au pouvoir par les émeutes d'Alger et dont l'Etat subissait impuissant et inutile le pouvoir de la rue. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : pendant plusieurs jours, l'immense mouvement populaire libéré par la révolte étudiante a pris possession de la rue. S'il n'a pas balayé l'Etat, il l'a entièrement paralysé. La machine étatique gaulliste, qui paraissait si bien huilée, s'est soudain mise à tourner à vide. Face aux jeunes de la rue, aux travailleurs dans les usines, aux millions de grévistes, le pouvoir bourgeois était impuissant. De Gaulle en Roumanie tout comme précédemment Pompidou en Iran paraissaient le symbole de l'autorité disparue.

(Suite page 3)

LUTTE OUVRIÈRE

Mai et Juin 1968 ont vu un vaste mouvement où la lutte ouvrière a rallié la lutte des étudiants. Quel cinglant démenti à tous ceux qui affirmaient que, désormais, la lutte des classes n'existait plus, que l'ouvrier ne se posait plus de problèmes politiques, qu'il s'embourgeoisait et ne pensait qu'à son HLM, sa voiture et son frigo.

Dans ses nombreuses interventions à la radio et à la télé le Premier ministre Pompidou a, à plusieurs reprises, fait appel à la classe ouvrière pour l'exhorter à reprendre le travail, se souvenant brusquement que si les usines tournaient, si les trains roulaient, si le pays vivait, c'est parce qu'il y avait une classe ouvrière dont on aurait bien voulu nier l'existence mais qui se rappelait brutalement au souvenir des gouvernants pour lui crier : « Nous existons, nous sommes là ! »

Dix millions de travailleurs refusant brusquement et tous ensemble de livrer leur travail au capital ont ébranlé les assises du régime, l'ont secoué au point d'être bien près de le faire tomber. Et si dix millions de travailleurs ont brusquement pris conscience de la force qu'ils représentaient, c'est parce que quelques dizaines de milliers d'étudiants les avaient un peu précédés dans la lutte, brandissant les drapeaux noirs et rouges de la révolution, faisant brusquement ressurgir les idées du socialisme que ceux qui détiennent le pouvoir et leurs valets prétendaient périmées pour mieux les faire oublier.

Et voilà que l'on conteste dans les facultés, dans les usines, dans la rue, le pouvoir économique et politique basé sur le droit divin du Capital, sur le respect de la propriété des moyens de production, sur l'exploitation d'une majorité de travailleurs par une minorité de possesseurs de capitaux soutenus, il est vrai, par une masse importante de laquais mis à leur service.

Mais la classe ouvrière qui a montré son existence, sa vitalité, sa combativité a vu aussi brusquement se dresser contre elle tous les suppôts du régime. Le Patronat et l'Etat capitaliste ont bien entendu sorti leur arsenal de défense : les mensonges et l'intoxication mentale pour démoraliser les travailleurs et les persuader que leur révolte est une folie, puis la force brutale, sinistre, représentée par les uniformes noirs, casqués, masqués et bardés d'armes de toute sorte.

Mais cela ne suffit pas pour intimider tout un peuple travailleur qui refuse d'être plus longtemps traité en robot, en immense machine à produire. Alors sont venus à la rescousse ceux qui devraient être les dirigeants de la lutte ouvrière. Suffisamment organisés (d'ailleurs des lois de la bourgeoisie sont faites pour leur en donner les moyens), ils ont pu, une fois de plus, se placer en tête du convoi révolutionnaire pour le freiner et le faire dévier sur la voie de garage du mythe électoral.

Le gouvernement, un moment paniqué, s'est ressaisi grâce à l'aide des représentants de la classe ouvrière, certifiés conformes par la bourgeoisie, son Etat et ses lois.

Comme il lui fallait trouver des boucs émissaires pour expliquer et justifier ce qu'il n'avait su ni prévoir ni empêcher, il n'a rien trouvé d'autre que de prononcer par décret la dissolution des groupes révolutionnaires — et par la même occasion supprimer de fait la presse révolutionnaire — mais les idées socialistes ne peuvent être maîtrisées tant elles vont dans le sens d'une humanité qui veut vivre, et la voix des ouvriers ne peut être étouffée tant elle exprime l'espoir non pas de survie, mais d'une vie nouvelle, la vraie vie où la science et les techniques sont mises au service de l'homme.

Les militants ouvriers révolutionnaires sont eux-mêmes étonnés de constater que leur bibliothèque et celles de leurs amis ne suffisent plus à répondre aux besoins de leurs camarades de travail qui veulent lire, s'instruire et comprendre ce qu'est le socialisme. Pas celui de Guy Mollet ou quelque autre saltimbanque de la politique mais le véritable socialisme, qui, selon Engels, devait être étudié comme une science et qui, après la lutte ouvrière de mai-juin 68, devient le centre des préoccupations et de l'intérêt de nombreux jeunes travailleurs.

La voix des ouvriers ne peut être étouffée, la lutte ouvrière doit être consolidée par l'apport d'une pensée socialiste scientifique et en premier lieu débarrassée de toute duperie. Essayer d'aider les travailleurs à voir clair dans le jeu volontairement embrouillé de la bourgeoisie et des formations de politiciens qui ne visent qu'à tromper les travailleurs pour les maintenir dans l'exploitation, c'est la tâche que se fixe « Lutte ouvrière ». Et sa force elle veut la puiser dans la fusion des forces révolutionnaires qui à l'Université, à l'usine et dans la rue, malgré les difficultés, les incompréhensions, les écueils, combattent honnêtement pour la transformation de la société actuelle en une société socialiste où les soucis et les travaux sont mis en commun pour être allégés au maximum et permettre la plus grande liberté individuelle.

La maladie sénile du communisme

"EN lançant, hier soir, un mot d'ordre général, selon lequel « partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité », la C.G.T. montre qu'elle sait ne pas céder aux gesticulations révolutionnaires qui tentent d'introduire ici et là, dans le courant revendicatif, un climat insurrectionnel... Le mot d'ordre d'apaisement lancé hier soir par la C.G.T. est positif et il faut s'en féliciter. » Ainsi s'exprimait « Le Figaro ».

La bourgeoisie a assurément de quoi se féliciter de l'attitude de la C.G.T. et par la même occasion, du P.C.F.

En effet, le Parti on ne sait vraiment plus pourquoi Communiste ne cède pas aux « gesticulations révolutionnaires ». Il a montré tout au long des événements de ce mois qu'il est un parti responsable, un parti de l'ordre et même le parti de l'ordre le plus efficace.

Ni les manifestations violentes dans la rue, ni les affrontements avec la police, ni la prolongation « inconsidérée » des grèves, ni les drapeaux rouges ou noirs à la place du tricolore ne sont de son fait. Il le dit, il le proclame et il en est fier. Et quand il le dit on peut le croire.

Alors même que la France a connu la plus puissante grève générale de son histoire, alors même que les C.R.S. étaient tenus en échec par quelques milliers d'étudiants décidés, alors même que le pouvoir d'Etat craquait et montrait sa faiblesse, alors même que de Gaulle de son propre aveu songeait à se retirer, la bourgeoisie et son Etat ont trouvé un dernier rempart entre eux et les masses en colère. Le P.C.F. a accepté de brader la grève, d'isoler les différents secteurs de la classe ouvrière en lutte, de faire reprendre le travail partout où il le pouvait. Si l'ordre, l'ordre bourgeois, a pu partiellement se rétablir après l'explosion des semaines passées, cela est dû pour ainsi dire exclusivement à l'efficacité du Parti au service de cet ordre.

S'agit-il de trahison subite ou d'erreurs politiques monstrueuses ? Ni de l'une, ni de l'autre. Le P.C.F. n'a pas « trahi » les intérêts de sa classe, il n'a pas abjuré sa politique passée. Cela fait belle lurette déjà que les intérêts qu'il défend ne sont pas ceux de la classe ouvrière. Oh ! certes, il se déclare partisan de la satisfaction d'un certain nombre de revendications — mais à condition que ces revendications puissent être satisfaites dans le cadre de la société actuelle, dans le cadre de la société capitaliste. Le P.C.F. ne veut en aucun cas briser ce cadre.

Le Parti a trouvé une place, une fonction dans le cadre de la société bourgeoise à laquelle il est lié par mille liens. Mais comme tout parti, il aspire à exercer le pouvoir, il aspire à devenir un parti gouvernemental. Seulement, on n'exerce le pouvoir dans le cadre d'une société bourgeoise qu'avec l'accord de la classe dominante, avec l'accord de la bourgeoisie.

Toute la politique du P.C. depuis des années vise à montrer à la bourgeoisie qu'il est « responsable », qu'il est réaliste, qu'il est capable d'être un gérant efficace et loyal, qu'il mérite la confiance. Malheureusement pour lui, la confiance de la bourgeoisie est difficile à gagner. Car le Parti, malgré sa politique actuelle, porte encore le péché originel de son court passé où il fut révolutionnaire. Et surtout, il porte le handicap de ses liens avec Moscou.

La bourgeoisie française ne manque pas d'hommes capables et parfaitement dignes de confiance pour en être réduite à faire appel à Waldeck Rochet et Cie. Elle ne le ferait que si elle était acculée.

Là est le malheur du P.C. Il aspire aux responsabilités gouvernementales, il aspire à montrer ses capacités de gestionnaire. Mais la bourgeoisie n'a que faire des capacités gestionnaires du Parti, elle a suffisamment de personnel de confiance pour cette tâche. Le P.C. n'est utile que par son influence sur la classe ouvrière, par sa capacité de freiner les luttes de celle-ci.

Aussi, la seule chance de Waldeck Rochet et Cie d'accéder au pouvoir est que la lutte du prolétariat atteigne un tel degré, que la bourgeoisie ne puisse sauver ce qui peut être sauvé qu'en se réfugiant derrière le dernier rempart que peut être un ministère à participation communiste se chargeant de rétablir l'ordre.

C'est là la contradiction dans laquelle se débat le Parti. La bourgeoisie n'est prête à l'accepter éventuellement au gouvernement que si la situation est exceptionnellement grave mais la situation n'a pu devenir à ce point grave en raison précisément de l'efficacité du freinage du Parti.

Cela semble être un paradoxe, mais la bourgeoisie ne connaît pas la reconnaisance en politique. Elle exige du Parti la démonstration de son « sens des responsabilités », de sa capacité de maintenir la classe ouvrière dans « le calme et la dignité ». Mais dès lors que la classe ouvrière est « calme et digne », point n'est plus besoin de faire appel à la participation gouvernementale du P.C. De Gaulle fait alors parfaitement l'affaire.

En acceptant de brader le mouvement gréviste contre les élections, le P.C.F. a désarmé la seule force capable de contraindre la bourgeoisie de l'accepter au pouvoir.

Mais pour ne pas la désarmer, il eût fallu qu'il soit un parti révolutionnaire... et il n'aurait eu alors rien à faire dans un gouvernement bourgeois.

Le mépris ouvert avec lequel de Gaulle et les siens traitent le P.C. est bien à l'image de la fonction qui lui est réservée. Faire le sale travail, briser le mouvement gréviste, désarmer la classe ouvrière. Et se faire rire au nez quand, en contrepartie des services rendus, il réclame une place au pouvoir.

INGRATITUDE

Pauvre Parti Communiste ! Depuis 25 ans qu'il fait des offres de service à la bourgeoisie, depuis 25 ans qu'il se proclame national, tricolore, responsable, calme et ordonné, un vrai parti de gouvernement, voilà qu'il n'a recueilli dans les événements actuels que du mépris et des calomnies.

Avec son arrogance et sa roublardise habituelles, de Gaulle l'a rejeté dans le camp de la subversion du complot totalitaire. Voilà le P.C.F. mis au même rang que les irresponsables « gauchistes », les « provocateurs » qu'il dénonce à longueur des colonnes de « l'Humanité ». Voilà qu'on lui met sur le dos la grève générale et même l'obscure volonté de l'insurrection.

Il n'avait pas mérité ça. Et son rôle dans la grève et surtout dans la reprise du travail l'autorisait à espérer quelque reconnaissance de la part du gouvernement.

Au lieu de cela, profitant des avantages que lui donne une position renforcée par l'attitude du P.C.F., de Gaulle se lance dans une campagne anticommuniste qui doit lui rallier les suffrages des petits bourgeois hésitants. De Gaulle ne fait pas de cadeau. Et le P.C.F. n'aura rien gagné à sa trahison, qu'un peu plus de mépris de la part des bourgeois et un peu plus de méfiance de la part des travailleurs conscients.

POMPIDOU et WALDECK ROCHET UNIS CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

ONZE mouvements d'extrême gauche, trotskistes, maoïstes et anarchistes, ont été interdits par le gouvernement. Le prétexte légal invoqué, formation de milices armées, fourni par une loi vieille de trente-deux ans et destinée, paraît-il, à lutter contre l'activité des ligues fascistes, ne résiste évidemment pas à l'analyse. Mais qu'importe le droit. Par la grâce de De Gaulle, M. Pompidou a le pouvoir. Quand il ne fait pas la loi, c'est tout de même lui qui l'interprète.

Un certain nombre de militants ont été arrêtés. Aucun n'a été jusque-là inculpé. Cela tend bien à démontrer le manque de base juridique de l'affaire. La plupart ont pourtant été gardés à vue plus d'une semaine. Certains, au moment où nous écrivons, le sont encore. L'interdiction demeure. L'essentiel, même si le pouvoir est incapable de prouver une culpabilité quelconque, est d'entraver l'activité de ces militants, de mettre leur presse dans l'impossibilité de paraître, d'empêcher l'expression sous une forme ou sous une autre des idées qu'ils défendent.

Près de deux cents étrangers ont été expulsés. Ils avaient participé, paraît-il, aux manifestations d'étudiants et de jeunes travailleurs. Pour nombre d'entre eux ce n'est même pas prouvé. Mais, cela le serait-il, est-ce une raison pour remettre aux autorités espagnoles le docteur Fernandez, avec au front l'étiquette (infamante sans doute pour la police ?) de prochinois, ce qui est le condamner presque à coup sûr à moisir dans une geôle de Franco ? Où est-il d'ailleurs aujourd'hui ?

Serait-ce une raison pour expulser des peintres connus que l'on se faisait gloire jusque-là d'abriter dans « nos murs » et de compter dans le groupe dit de « l'école de Paris » ? Dans la civilisation française — celle que chante un André Malraux sénile — les artistes étrangers ont le droit de servir à la publicité touristique ou à la propagande politique. Mais qu'ils ne s'avisent pas d'avoir sentiments ou idées sur les problèmes de cette civilisation ou alors... dehors.

Est-ce une raison pour expulser des dizaines d'étudiants, de chercheurs ou de travailleurs étrangers ? Les hôtes que les gouvernants français s'honorent d'accueillir ont le droit de travailler, rien d'autre.

Mais tout cela n'est que la revanche de la bourgeoisie française pour sa grande peur du mois de mai 68, pour la grande peur éprouvée devant les manifestations des étudiants et des jeunes travailleurs, devant la grève générale qui a montré quelle classe sociale était la force vive du pays.

C'est une revanche bien mesquine certes, ridicule même. Mais peut-on demander aux représentants d'une classe sociale, condamnée à brève ou longue échéance, dont l'idéal se résume à être prête à tout pour défendre ses privilèges, d'avoir des sentiments élevés ?

Et puis surtout il fallait bien essayer de donner un peu d'apparence de réalité à la fiction que l'on mettait sur pied en vue des élections législatives. Pour rallier toutes les voix des réactionnaires et de l'extrême-droite, le gouvernement a libéré les leaders de l'O.A.S. Pour rallier celles des hésitants, celles du Marais, il a pratiqué le chantage à la guerre civile. Et pour cela il a inventé des menaces de complot... en liaison, bien sûr, avec l'étranger. Les interdictions des groupements révolutionnaires, l'arrestation de certains militants et l'expulsion de dizaines d'étudiants ou travailleurs étrangers — outre l'avantage de le débarrasser de gens qui pour ne former que des groupuscules n'en inquiètent pas moins le pouvoir fort — ont donné un air de véracité à cette fable.

Pour cela d'ailleurs M. Pompidou a même été jusqu'à accuser le Parti Communiste Français d'avoir nourri l'intention perfide de s'emparer du pouvoir.

Pauvre P.C.F. ! Pauvres Waldeck Rochet et autres Georges Marchais ! Les voilà bien mal récompensés d'avoir mis tout leur poids dans la balance pour que l'ordre — l'ordre bourgeois bien entendu — soit maintenu alors que le gouvernement lui-même donnait des signes d'affolement et pour que la grève soit stoppée aux moindres frais... du moins pour les patrons.

Les voilà bien mal récompensés d'avoir, comme le proclame une de leurs affiches électorales, été les premiers à dénoncer l'activité des groupes trotskystes, maoïstes et anarchistes.

Et pourtant en ont-ils mis du cœur à cet ouvrage ! Pas un jour depuis le début de la crise où **L'Humanité** n'a pas consacré des lignes et des lignes à tirer sur eux à boulets rouges. Bien davantage qu'elle n'en a trouvées pour stigmatiser les violences des C.R.S. contre les étudiants et les ouvriers.

Elle n'a pas eu une ligne de solidarité envers Cohn-Bendit ou ses camarades étrangers expulsés de France. Encore moins envers les groupements dissous par le régime gaulliste. Par contre, des colonnes d'attaques venimeuses, d'injures, de calomnies et de mensonges.

Hélas ! trois fois hélas ! il ne lui a servi à rien de hurler avec les loups gaullistes ou même avant eux. Il ne lui a servi à rien de traiter de provocateurs les étudiants qui ont résisté aux C.R.S. puis ceux qui voulaient se joindre aux travailleurs en grève et les aider. Il ne lui a servi à rien d'attaquer avec violence les dirigeants de l'U.N.E.F. ou du SNESup, Sauvageot ou Geismar, parce qu'ils restaient solidaires de leurs mandants (un cas pendable en effet) ou ceux du P.S.U., parce que seuls de tous les dirigeants de la gauche officielle, ils ont été assez honnêtes pour protester contre les mesures d'interdiction.

En politique, comme en affaires, la bourgeoisie n'a qu'une règle : s'il est des gens qui se transforment en paillasson devant elle, elle ne manque pas de s'essuyer les pieds. Le P.C.F. vient de l'éprouver une nouvelle fois.

Mais ce serait sans doute faire injure à Waldeck Rochet et aux autres dirigeants du P.C.F. que de penser que ce risque ils ne le connaissaient pas et que ce n'est pas sciemment qu'ils l'ont pris.

Le P.C.F. se veut le parti de l'ordre. Waldeck Rochet ne nous l'a-t-il pas répété sur tous les tons à la radio et à la télévision ces jours derniers ?

Or l'ordre c'est celui qui veut que les matraques soient la loi suprême, celui qui veut que des millions de travailleurs subissent sans broncher leur exploitation quotidienne pour que vivent au mieux les bourgeois et tous les parasites qu'ils entretiennent. Cet ordre-là effectivement les « gauchistes » ont l'ambition de le détruire.

Et, pour le défendre, Waldeck Rochet s'est retrouvé aux côtés de Pompidou, malgré les coups qu'il en a reçu, malgré le fait évident que cela ne lui vaudra aucune reconnaissance particulière. Mais dans les moments difficiles, il faut savoir choisir son camp. Et Waldeck Rochet nous a fort bien montré quel était le sien.

La révolution sociale n'est plus impossible !

(Suite de la page 1)

L'impétueux torrent populaire la disparition des barrières de l'ordre bourgeois, tout cela de Gaulle le reconnut lui-même lorsque répondant à Michel Droit, il déclara : « ... Là-dessus est arrivée la crise terrible qui s'est passée d'ailleurs en dehors de l'Assemblée Nationale et qui se résout en dehors d'elle. Et cette crise devait amener la perspective pour le pays de voir la République tomber, son président s'en aller, et un pouvoir qui ne procédait pas de l'Assemblée Nationale s'établir à sa place. »

La démission de de Gaulle, que toute l'opposition semble se fixer comme objectif depuis 10 ans, a donc failli devenir une réalité en quelques jours. Les laborieuses escarmouches que la « gauche » livrait au régime aussi bien à l'Assemblée que hors d'elle, apparaissent comme de ridicules passes d'armes face à l'extraordinaire combativité populaire qui, en un laps de temps très court, aurait pu en finir avec le gaullisme.

Cet immense mouvement, jailli du plus profond des masses laborieuses, est justement né au dehors des organisations traditionnelles : partis ou syndicats.

Et ce sont les étudiants, derrière ceux que la presse stalinienne et bourgeoise qualifient d'aventuriers, d'irresponsables, d'émeutiers, qui ont réussi à faire trembler l'Etat bourgois en livrant bataille là où les vieux partis, les vieilles organisations syndicales n'avaient jamais voulu la porter : dans la rue.

Bien sûr, les forces réactionnaires semblent aujourd'hui avoir endigué le flot. Les accords de Grenelle, les prochaines élections, la lamentable trahison des syndicats et du P.C.F. qui ont jeté leurs forces dans la bataille... de la reprise du travail paraissent avoir stoppé le mouvement.

Il n'en reste pas moins que les prolétaires viennent de prendre conscience de l'extraordinaire force qu'ils représentent. Ils ont vu que rien ne pouvait leur résister quand ils étaient décidés à passer à l'action. Ils ont vu que l'Etat gaulliste, que d'aucuns se plaisaient à présenter comme un Etat fort, intouchable, pouvait s'écrouler comme un château de cartes, que les flics pouvaient disparaître comme par enchantement de la rue, que les C.R.S. s'avéraient impuissants à faire tourner les usines quand dix millions d'ouvriers cessaient le travail.

Et le souvenir de ces extraordinaires journées n'est pas prêt de s'effacer de la mémoire de tous les jeunes qui se sont battus sur les barricades, qui ont affronté les C.R.S. dans la rue.

La reprise du travail ne doit pas faire illusion. Car les dizaines de milliers de combattants, ouvriers ou étudiants, ne sont pas descendus dans la rue pour obtenir des miettes. Les jeunes travailleurs ne se sont pas battus pour 10 % ou 15 % d'augmentation, pour la retraite à 60 ans, pour le retour, progressif ou non, aux 40 heures.

Confusément peut-être, c'est la vieille idée de la révolution sociale, de l'espérance en un monde meilleur, égalitaire, sans exploitation qui animait la masse des combattants. Cette idée, que des générations entières ont prise pour drapeau n'est pas morte, elle revit aujourd'hui avec la même flamme qu'hier.

N'en déplaise à certains, ni le frigidaire, ni l'automobile ne l'ont tuée. Elle est certes stoppée aujourd'hui par les efforts conjugués des forces bourgeoises et du frein constitué par les organisations ouvrières traditionnelles. Mais elle renaîtra demain, plus forte que jamais, jusqu'à la victoire finale.

La "gauche" peut-elle accéder au pouvoir grâce aux élections ?

DANS quelques jours nous connaîtrons la composition de ce qu'il est convenu d'appeler, sans aucune restriction du côté de la majorité, avec quelques réserves touchant le mode de scrutin de la part de l'opposition, la « représentation nationale ». Loin de dénoncer la farce électorale, la gauche en accepte la règle du jeu, comme elle était prête à participer au référendum gaulliste, si la grève générale n'avait pas boycotté celui-ci dans les faits. Elle s'engage par là même à considérer la future Chambre des députés, et cela quelle que soit sa composition, comme l'expression de la volonté populaire, comme l'arbître suprême et légitime du conflit social en cours.

Bien sûr, notre gauche prétend qu'elle va les gagner, ces élections. Ou du moins, elle le laisse entendre. Mais il ne faut pas vendre la peau de l'ours, dit le proverbe, avant de l'avoir tué. Et cette victoire électorale de la gauche est loin d'être certaine.

Sans doute nous expliquerait-on alors, si une telle éventualité se réalisait, qu'une fois de plus les électeurs ont « mal voté » et qu'il n'y a plus qu'à attendre les prochaines élections, en espérant que d'ici là ils en auront suffisamment « bavé » et qu'ils auront enfin compris.

Mais c'est oublier que les travailleurs ne constituent qu'une partie de la population de ce pays. Il y avait au plus fort du mouvement dix millions de travailleurs en grève et, parmi eux, bon nombre, jeunes, immigrés, n'avaient pas le droit de vote. Il y a en France 28 millions d'électeurs. Les dix millions de grévistes représentaient quasiment toute l'activité économique du pays. Mais parmi les autres, combien y a-t-il d'oisifs et de parasites de tout poil. Ceux-là, quand ils votent gaullistes, ils ne votent pas « mal ». Ils votent au contraire « bien », de leur point de vue de classe.

Mais peu nous importe qu'ils soient majoritaires ou minoritaires dans le pays. La seule démocratie que nous reconnaissons, pour laquelle nous combattons, c'est celle des producteurs. « La terre n'appartient qu'aux hommes », dit l'Internationale, « L'oisif ira loger ailleurs ». Raison de plus pour n'accorder qu'une maigre considération à son bulletin de vote.

Et quand bien même la gauche serait majoritaire dans le pays, cela ne signifirait pas pour autant qu'elle le serait à la Chambre. Tout l'arsenal des lois électorales est là pour fausser les résultats.

Mais faisons preuve d'optimisme et admettons un instant l'hypothèse suivant laquelle la gauche détiendrait la majorité absolue dans la prochaine Chambre. Il lui faudrait, disons-le en passant, gagner au minimum les 50 sièges qui furent, dans la dernière législature, occupés par les centristes et les divers non-inscrits, ce qui ne serait pas une petite affaire. Mais admettons-le tout de même. Comment les choses vont-elles se passer ?

La gauche parlementaire, tout le monde le sait, est formée par deux partis, la F.G.D.S. et le P.C.F. Il est exclu, a priori, que celui-ci puisse avoir à lui seul la majorité absolue. S'il y a majorité de gauche, celle-ci comprendra donc obligatoirement la F.G.D.S. Or, et le P.C.F. est le premier à le déplorer, il n'existe aucun programme commun des partis de gauche. La F.G.D.S. n'a pris aucun engagement, hors son propre programme qui est d'une modestie affligeante, en deça même des accords de Grenelle.

Le programme gouvernemental de la gauche au pouvoir, si cela arrivait, reste donc un vaste point d'interrogation. Et elle se garde bien, en particulier de prendre à l'avance l'engagement de satisfaire les revendications ouvrières qui ne l'auraient pas été à la suite de la grève.

D'ailleurs, la gauche au pouvoir, s'il est totalement exclu que ce soit le P.C.F. tout seul, ce ne sera pas forcément, et c'est même en réalité bien peu probable, même si la gauche avait la majorité à la chambre, un ministère de coalition P.C.F.-F.G.D.S.

Dans le cadre de la constitution actuelle, c'est en effet le président de la République, et lui seul qui nomme le Premier ministre, et les membres du cabinet. Et il n'est astreint pour cela à suivre aucune règle.

Il est clair que de Gaulle n'appellera le P.C.F. à partager les responsabilités gouvernementales que s'il pense que c'est vital pour la défense des intérêts de la bourgeoisie française. Si c'est le cas, mais il faudrait un nouveau développement des luttes ouvrières impossible à endiguer autrement ; il n'hésitera pas à le faire, comme il l'a fait en 1944, laissant ses propres discours sur le « communisme totalitaire » à l'électorat petit bourgeois.

Mais dans le cas contraire, pourquoi ferait-il une concession gratuite au P.C.F. ? Il lui resterait de multiples autres possibilités.

Une partie des hommes politiques de la Fédération commence déjà à lorgner d'un œil langoureux les centristes, qui sont par ailleurs l'objet de bien des attentions de la part de la majorité.

Dans le cadre constitutionnel de la Ve République, qui prive l'Assemblée de la plupart de ses pouvoirs, il n'est nullement impossible que de Gaulle puisse trouver des solutions gouvernementales de compromis, même en cas de victoire électorale de la gauche, en n'accordant à celle-ci qu'un minimum de concession.

Tout dépendra, en ce domaine, des problèmes d'arithmétique parlementaires que poseront les résultats électoraux.

Mais il reste encore une autre possibilité, que les stratèges de la gauche se refusent à envisager, eux qui ont tant parlé pourtant, du chantage à la guerre civile quand il s'agissait d'essayer de démobiliser les masses.

Que se passerait-il si la bourgeoisie française refusait de tenir compte du résultat des élections, si un quelconque général factieux décidait de rééditer le coup de Franco, ou même plus simplement — s'il ne s'agissait que de réduire la résistance des partis de gauche eux-mêmes, cela suffirait largement — si de Gaulle envoyait un millier de C.R.S. occuper le Palais Bourbon, comme ils sont allés occuper Flins.

Nous verrions sans doute encore les partis de gauche, le P.C.F. et la C.G.T., appeler les travailleurs à rester « calmes et dignes », et mettre en garde contre la provocation.

Seulement, il n'est pas sûr que les travailleurs, et les jeunes, acceptent cela sans réagir, et sans se battre. Ils ont déjà, au cours de ces dernières semaines, fait preuve d'une extraordinaire combativité, et cela malgré le frein manifeste que constituent les directions des grandes centrales syndicales.

Cette combativité, si elle se maintient, sera la meilleure garantie contre toute tentative factieuse, et cela quel que soit le résultat des élections, que la droite se maintienne au pouvoir grâce à ces élections, ou qu'elle soit tentée de le reprendre par la force. C'est aussi, paradoxalement dans cette combativité de la classe ouvrière qu'il s'emploie à l'avance à réduire que réside la seule chance du P.C.F. de jamais accéder au pouvoir, car, répétons-le, la bourgeoisie française ne l'acceptera au pouvoir que devant un mouvement de masses qu'elle ne penserait pas pouvoir juguler sans cela.

Ainsi, il faut bien voir en fin de compte que ces élections n'ont été rendues possibles que sous la pression de la rue, et que, malgré tous les discours sur les voies parlementaires et leurs avantages, la gauche n'a de chance d'accéder au pouvoir que sous la pression de cette même rue.

Ce n'est bien sûr pas pour amener de cette manière Mitterrand ou Waldeck-Rochet au pouvoir, que les travailleurs se battent. Mais s'ils n'oublient pas que « Le pouvoir est dans la rue », ainsi que le criaient les manifestants du 13 mai, tout sera encore possible dans les semaines ou les mois qui viennent, et cela quel que soit les résultat des élections.

En ramenant l'ordre, le P.C.F. a préparé sa défaite électorale

Mais la classe ouvrière reste invaincue

(*Suite de la page* 1)

En effet, de Gaulle n'aurait jamais pu, ni mener l'ordre dans la rue ni faire marcher les usines et les trains, sans l'aide déterminante du Parti communiste français, de la C.G.T. et d'ailleurs des autres centrales syndicales.

C'est le Parti communiste, partisan de l'ordre, qui a permis à de Gaulle de sortir d'une crise dont ses CRS n'avaient pu le protéger. C'est le Parti communiste français qui a permis à de Gaulle d'apparaître aux yeux des millions d'électeurs qui ont voté à droite comme l'homme de l'événement, alors, qu'on l'a vu, les événements n'avaient cessé de le dépasser.

Mais si l'on analyse un peu plus le scrutin de dimanche, on se rend compte d'une chose : le seul parti politique de gauche qui se soit placé résolument au cours des événements de mai du côté de la jeunesse révolutionnaire, c'est-à-dire le P.S.U., a gagné des voix. Dans certains endroits les suffrages P.S.U. ont plus que doublé.

Et si le Parti communiste français et la Fédération de la Gauche ont perdu des voix dimanche, ce n'est pas parce que les « gauchistes » ont « fait peur » à l'électeur moyen, c'est parce que ces deux partis n'ont pas eu une attitude nette durant le mois de mai, c'est parce qu'ils ont pris le parti du pouvoir contre la jeunesse révolutionnaire. S'ils avaient eu la même attitude que le P.S.U., ils auraient, comme lui, gagné des voix. Ils ont de fait pris le parti du pouvoir contre les ouvriers et contre les étudiants et, pour tous ceux que cette attitude satisfaisait, à quoi bon voter P.C. ou F.G.D.S., autant voter tout de suite de Gaulle.

Que va-t-il se passer au second tour ?

Notre ambition n'est pas de faire des prévisions, mais il est cependant vraisemblable qu'un grand nombre d'électeurs de la gauche, écœurés par l'attitude du P.C.F. et de la F.G.D.S. qui ont sabordé la grève générale, se sont abstenus au premier tour. Peut-être ceux-là voteront-ils au second pour, malgré tout, marquer leur opposition au gaullisme de la seule façon qui soit possible dans ces élections. On verra alors remonter les voix de la gauche. Cela ne sera pas suffisant pour empêcher l'U.D.R. d'avoir de nouveau une majorité à la Chambre.

Et c'est bien dommage ! C'est bien dommage que F.G.D.S. et P.C.F. ne puissent pas accéder au pouvoir : leur véritable visage de serviteurs de la bourgeoisie apparaîtrait alors clairement aux yeux de tous. Au gouvernement, ouvertement au gouvernement, ils ne pourraient pas abuser les travailleurs ou les jeunes en lutte, ils ne pourraient pas faire reprendre le travail comme ils l'ont fait, avec des miettes, en se parant, pour mieux tromper du masque de l'opposition au régime.

Oui, c'est bien dommage qu'ils ne puissent accéder au pouvoir. Et s'il en est encore temps, les travailleurs, même déçus, doivent tenter de les y envoyer à l'occasion de ce second tour. Sans illusions, ils seraient capables de faire une fois au pouvoir, mais simplement pour que les choses soient plus nettes et plus claires.

LE PAYS ÉLECTORAL ET LE PAYS RÉEL

LES élections ne donnent qu'une image extrêmement déformée du pays. Et même si la gauche était majoritaire dans celui-ci, cela ne signifierait pas forcément qu'elle le serait aussi à l'Assemblée.

Ce sont les jeunes qui ont été à la pointe du combat. Ce sont eux qui ont déclanché le mouvement. Ce sont eux qui ont ébranlé le régime. Ce sont eux qui ont amené le pouvoir à dissoudre l'Assemblée et à procéder à de nouvelles élections. Mais on leur refuse le droit de vote, sous prétexte qu'ils ne sont pas « majeurs », alors que le gâtisme intégral n'a jamais empêché personne d'être électeur, ni même éligible, pour ne pas dire élu.

Les travailleurs émigrés forment une partie importante de la classe ouvrière française, souvent la plus exploitée et la plus mal payée. Ils n'ont pas le droit de vote, sous prétexte qu'ils sont « étrangers ». Et tous les partis électoralistes, y compris les partis de gauche, y compris le P.C.F., ont l'air de trouver cela normal, et se gardent bien de protester contre une telle discrimination, alors que, pour les travailleurs, les seuls étrangers ce devraient être les bourgeois parasites.

Et non seulement le résultat des élections est loin de représenter les forces vives du pays, mais il ne représente même pas le corps électoral, tel que le définit la loi bourgeoise.

Depuis 1958, le mode de scrutin utilisé lors des élections législatives est le scrutin dit « uninominal à deux tours », sauf dans certains « territoires d'outre-mer ». La France est ainsi divisée en 470 circonscriptions, dont chacune doit élire un député. Le résultat est acquis au premier tour si un candidat obtient la majorité absolue. Dans le cas contraire, on procède à un second tour, et c'est le candidat qui a obtenu la majorité relative qui l'emporte alors. Il est clair qu'un tel mode de scrutin défavorise considérablement les petites formations. A la limite, on pourrait même imaginer un parti qui recueillerait 49,9 % des voix dans toutes les circonscriptions, et qui n'aurait aucun député, tous les sièges étant cumulés par le parti rival obtenant 50,1 % des suffrages. Et si dans la réalité on n'observe pas d'aberration aussi flagrantes, il ne faut pas oublier, par exemple, qu'en 1958, avec environ 20 % des voix, le P.C.F. n'obtint que dix sièges sur 470.

Le découpage des circonscriptions électorales est d'ailleurs en plus un art dans lequel le pouvoir est passé maître. Il s'agit à la fois, pour lui, de constituer le maximum de « bonnes » circonscriptions, c'est-à-dire de circonscriptions où l'on vote « bien », et de jouer sur le nombre d'électeurs de chaque circonscription, de manière à réduire autant que faire se peut la représentation des régions ouvrières. C'est ainsi qu'en 1967, les 103 339 électeurs de la 6e circonscription du Rhône (Villeurbanne) ne pesaient pas plus dans la balance électorale que les 22 708 de la 2e circonscription de la Lozère. Sans parler des 3 183 électeurs de Saint-Pierre-et-Miquelon qui permirent à l'U.N.R. Vendroux (parent du général) de se faire élire député avec 1 170 voix.

Notons d'ailleurs en passant, qu'avec Vendroux à Saint-Pierre-et-Miquelon, et Debré à La Réunion, le pouvoir qui s'est tant employé ces dernières semaines à dénoncer dans telle ou telle ville, lors de telle ou telle manifestation, la présence d'agitateurs « étrangers » à la localité, n'hésite pas pour sa part à envoyer ses gens gagner un siège là où ils le peuvent.

Mode de scrutin et découpage électoral font donc que suivant le parti auxquels ils appartiennent, les députés peuvent représenter un nombre d'électeurs très variable. c'est ainsi qu'en 1967, en limitant le calcul au territoire dit métropolitain, si un député du P.C.F. représentait en moyenne près de 70 000 mandats, un député de la majorité n'en représentait guère plus de 44 000.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A
Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e

ATTENTION !
TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON
C.C.P. Paris 6851-10

La grève et la reprise à Renault-Flins

LUNDI 17 juin, à Flins, c'est par un pourcentage de 58 % que le vote en faveur de la reprise a été acquis. Par rapport aux autres usines Renault, c'est un pourcentage très faible. Seul, le fait que les syndicats se soient montrés ouvertement partisans de la reprise a pu faire pencher la balance de ce côté.

Et encore, est-ce bien faiblement que la balance a penché. C'est que, à Flins plus qu'ailleurs, les ouvriers ont pu se rendre compte du « lâchage » et de la trahison des organisations syndicales, et surtout, bien sûr, de la C.G.T.

Vers 5 heures du matin, le jeudi 6 juin, les habitants des grands ensembles où habitent les ouvriers de Renault Flins, à Meulan, aux Mureaux, à Ecquevilly, étaient réveillés par des voitures-radio. Celles-ci annonçaient la nouvelle : à 3 heures du matin, environ 1 500 policiers, C.R.S. et gendarmes mobiles avaient occupé l'usine. Avec leurs half-tracks, ils avaient défoncé les grilles de l'usine et chassé les quelques deux cent ouvriers qui, cette nuit-là, l'occupaient.

Aussitôt que la nouvelle était connue, elle soulevait, dans toute la région, une vague d'indignation. L'après-midi, un meeting rassemblait sur la place de la mairie, aux Mureaux, quatre ou cinq mille personnes : ouvriers de Renault Flins, de Nord-Aviation, du Profil, délégation des usines et établissements de toute la région. De l'avis général, on n'avait jamais vu tant de monde sur la place des Mureaux. Et l'hélicoptère de la police qui tournait au-dessus de la place était accueilli par des clameurs et des poings tendus qui disaient bien la colère des travailleurs.

Quant aux organisations syndicales, elles furent quelque peu malmenées lorsqu'elles commencèrent à montrer leur désaccord. Rousselin, délégué C.F.D.T. de Renault, demandait que l'on manifeste à Paris, tandis que le représentant C.G.T. parlait de défiler dans le grand ensemble voisin de la Vigne Blanche et appelait à... adhérer à la C.G.T. ! Des cris d'indignation fusaient et de nombreux jeunes scandaient : « A Flins ! à Flins ! » (l'usine de Flins est distante de 4 kilomètres). Beaucoup aussi furent dépités par cette attitude des syndicats. Mais chacun était bien décidé à la lutte pour la journée décisive du lendemain.

Les manœuvres de la Régie déjouées

Car cette journée du vendredi allait être décisive. En faisant occuper l'usine, la Régie Renault comptait, outre un avantage accessoire comme de disposer du centre livreur permettant la livraison des voitures restées sur le parc, assurer la « liberté du travail » : elle pensait bien faire rentrer une bonne partie des travailleurs pour s'en servir ensuite comme argument : « Vous voyez bien que les ouvriers veulent reprendre le travail. » Après l'épisode du mardi 4 juin, au cours duquel les grévistes avaient brûlé les urnes bourrées par la direction, c'eût été, pour celle-ci, une victoire.

C'était compter sans la profonde détermination des ouvriers de Renault. Le lendemain, à partir de 5 heures, ceux-ci, aidés d'étudiants venus de Paris — malgré les barrages de police — se rassemblaient à Elisabethville, face aux cordons de gendarmes mobiles qui interdisaient l'entrée de l'usine. Vers 7 h 30, c'était près de 5 000 ouvriers qui étaient rassemblés dans Elisabethville et quelques centaines d'étudiants. Un à un, les cars qui amènent habituellement le personnel de l'usine arrivaient tous vides, ou avec au maximum deux ou trois ouvriers qui, après être entrés dans l'usine, rejoignaient souvent les grévistes, aux applaudissements de ceux-ci. Bientôt, c'était clair : la manœuvre de la direction avait échoué. Les ouvriers de Flins ne rentreraient pas travailler sous la menace de la police. Même ceux qui auraient été partisans de la reprise, la refusèrent lorsqu'ils virent l'usine entourée par cet imposant déploiement de mercenaires casqués, l'arme à la bretelle qui étaient maintenant au moins 4 000.

Provocation policière

C.G.T. et C.F.D.T. avaient prévu, pour 8 heures du matin, un meeting à la mairie des Mureaux. Mais tous les ouvriers restaient à Elisabethville, en face de l'usine, soit à 4 kilomètres de là. Aussi, vers 8 h 30, vit-on les délégués syndicaux décider — puisque les ouvriers ne se déplaçaient pas — de se déplacer eux-mêmes et de tenir le meeting sur la place de l'Etoile, à Elisabethville, à quelque 300 mètres des cordons de gendarmes, où restaient les travailleurs. Là, les invectives fusent à l'adresse des flics : « Regardez comme ils sont roses ! » « Combien tu gagnes à faire le zouave ? » « Va faire tourner la chaine, si tu en es capable ! » « Ils ne sortiront pas une bagnole. Peut-être un char d'assaut ? » Mais aussi partois une courte discussion s'engage.

Puis les ouvriers quittent les cordons de policiers pour se rendre au meeting. Les représentants syndicaux parlent. Puis, alors que ceux-ci considèrent la réunion comme terminée, un cri part de la foule « La parole aux étudiants ». Devant le refus des syndicalistes, le ton monte parmi les ouvriers. Ceux-ci sont particulièrement reconnaissants aux étudiants d'être venus et les accueillent chaleureusement (pendant deux jours ils les hébergeront). Les travailleurs savent qu'ils ne sont plus seuls face aux flics qui occupent leur usine et que la solidarité étudiants-ouvriers n'est pas un vain mot. Leur moral, leur confiance en la grève en sont singulièrement remontés. C'est pourquoi ils n'admettent pas la position syndicale : « Comment, demandent-ils, ils sont venus nous soutenir et on ne les laisse pas parler ? » Et finalement, sous la pression des ouvriers, Geismar, qui est présent, peut prendre la parole. Le meeting touche à sa fin et, déjà, quelques ouvriers retournent prendre « leur poste », face aux cordons de police.

Il est environ 10 h 30. C'est lorsque les ouvriers reviennent que les heurts vont commencer. Visiblement, la police a reçu l'ordre de disperser les ouvriers : les flics « n'admettent » pas que des groupes d'ouvriers continuent de stationner devant eux et disent, crûment, ce qu'ils pensent. Il faut « rétablir l'ordre » à Elisabethville ! Ils chargent donc, d'abord à la matraque, puis aux grenades fumigènes et offensives. Les ouvriers répondent à coups de cailloux. Des « vétérans » du Quartier Latin leur apprennent à se protéger des gaz avec un mouchoir humide. Et le combat commence. Des ambulancent évacuent les blessés, dont un ouvrier de Renault qui se trouvait chez lui, lorsqu'une grenade offensive a pénetré dans son appartement et y a explosé.

Des équipes de C.R.S. sont engagées. Il faut « nettoyer » Elisabethville et, après quelques sommations, les policiers chargent à la grenade. Ouvriers et étudiants refluent, submergés, et en une demi-heure, Elisabethville est « dégagée ». Plus exactement, elle est envahie par une foule de gendarmes casqués, bottés, masque de grillage sur la figure.

Pendant la bagarre, les « représentants » syndicaux ont disparu, après avoir incité les ouvriers à s'en aller sans combat et semé des calomnies.

La résistance de l'après-midi

Chassés d'Elisabethville, ouvriers et étudiants refluent vers la voie ferrée, puis dans les champs et les carrières qui se trouvent au-delà. L'hélicoptère de la police continue de tourner, donnant aux C.R.S. des indications sur leur position. Vers 14 heures, des ouvriers se regroupent sur un pont de chemin de fer, face aux C.R.S. qui le barrent. Ceux-ci chargent et on leur répond, encore une fois, à coup de cailloux. A cette occasion les ouvriers de Flins peuvent apprécier — de visu — la bestialité légendaire des « forces de l'ordre ». Les C.R.S., à 7, matraquent un étudiant tombé entre leurs mains et, une fois jeté à terre, le martèlent de coup de pieds. Puis, ils rasent, sous la vue des ouvriers, quelques prisonniers tombés entre leurs mains. Toute l'après-midi, à travers les champs, les prés et les bois, une armée de C.R.S. et de gendarmes pourchassent, à la grenade, les manifestants. De tous les environs on vient, on regarde et... on s'indigne.

Meeting aux Mureaux

Samedi matin, aux Mureaux, un nouveau meeting rassemble plus de trois mille personnes. Les représentants C.G.T. et C.F.D.T. prennent la parole, suivis de Le Toullec, du Parti Communiste et de Métayer, maire F.G.D.S. des Mureaux. Le Toullec, après avoir condamné la répression policière, condamne également « il faut avoir le courage de le dire », les « provocateurs venus de l'extérieur ». Il est alors hué par la foule. « L'Humanité » du matin passe de main en main et on commente avec indignation le titre de l'article sur Flins : « A Flins, les groupes Geismar organisent une provocation contre les grévistes de Renault ». Tous les ouvriers présents dans la bagarre s'étonnent d'apprendre qu'ils étaient en fait des étudiants provocateurs, organisés en « groupes Geismar » !

Les discours terminés, de nouveau, le cri fuse : « La parole aux étudiants ! » Fébrilement, les responsables cégétistes enroulent les fils du micro, embarquant tout le matériel dans une camionnette qui démarre en trombe, en fendant la foule, sous les huées. Des étudiants prennent pourtant la parole, grâce à un haut-parleur portatif, ainsi que des ouvriers de Renault Flins et Billancourt. Ils condamnent unanimement les mensonges de la presse — de « l'Aurore » à « l'Humanité » — et soulignent la nécessité d'une manifestion centrale de solidarité. Des groupes de discussion se forment : on demande aux gens du Parti Communiste des comptes sur leurs mensonges. Puis les étudiants vont profiter du casse-croûte de l'Union locale C.F.D.T.

L'après-midi, des groupes de discussion étudiants-ouvriers se forment à nouveau dans un bois voisin, à l'abri des regards indiscrets de l'hélicoptère. Quelque chose a changé dans l'ambiance de l'inhumaine ville-dortoir des Mureaux : chacun discute et cherche à se comprendre. Et, en deux jours, les travailleurs de Flins ont beaucoup compris. Ils ont senti qu'ils n'étaient pas seuls et ils ont vu qu'on les trahissait.

LE DRAME

Et puis c'est le drame. Un lycéen de 17 ans membre de l'U.J.C.M.L.F. se noie lors d'une charge des C.R.S. Toute la population des Mureaux est indignée. L'émotion est considérable.

Après les événements de Sochaux, la direction décide en accord avec le gouvernement de « neutraliser » l'usine de Flins. Les C.R.S. se retirent. Les piquets de grève aussi mais la fièvre continue.

Au moins jusqu'au 17 juin où l'on vote la reprise à une très faible majorité.

Reprise... de la grève ?

Reprise bien chancelante d'ailleurs. Les ouvriers rentrent la rage au cœur et un rien leur ferait reprendre la grève. Tout le monde le sent. Les chefs se terrent ou sont tout sourire. Aux groupes d'ouvriers qui discutent entre eux, ils ne font pas d'observations. Ils ne sont soucieux... que de se faire oublier. Quant aux délégués, ils ont, souvent, carrément disparu...

Lorsque le mercredi 19, on apprend que la direction refuse de renouveler le contrat provisoire de deux ouvriers « meneurs » et prétend remettre en vigueur les cadences infernales d'avant la grève, c'est l'explosion. Près de la moitié des ouvriers débraye sur-le-champ. Dans la nuit, les jeunes, C.F.D.T. ou « syndicalistes prolétariens » C.G.T., en opposition à la direction syndicale, mettent en place des piquets de grève. La grève va-t-elle reprendre ? La contre attaque patronale sera-t-elle mise en échec ?

Le matin, les piquets de grève ont disparu. Rousselin, délégué C.F.D.T., explique : « La C.G.T. y étant opposée, nous ne pouvons continuer la grève. Rentrons à l'usine ».

Et, encore une fois, c'est la rage au cœur que les ouvriers rentrent à l'usine...

Pourquoi le pouvoir a-t-il attaqué à Flins ?

Pourquoi Flins ?

Le gouvernement voulait que la classe ouvrière se sente vaincue, démoralisée. Qu'elle n'ait plus ni l'envie ni la force de recommencer pendant la période à venir. Qu'elle ait l'impression d'avoir en face d'elle un pouvoir situé hors de portée de ses coups.

La grande leçon que les travailleurs les plus conscients ont pu tirer des « journées de mai », c'est que le meilleur soutien du capital est la résignation des exploités : dès que cesse cette résignation, dès que les opprimés décident de se battre, le pouvoir tremble.

La leçon que le gouvernement voulait administrer aux travailleurs, c'est qu'en fin de compte force reste à leur loi, à leur ordre, à leur police.

Mais il n'était pas à la portée du régime de pouvoir administrer une telle leçon à l'ensemble de la classe ouvrière. Il n'avait pas la force matérielle de faire rentrer les ouvriers encore en grève à coups de trique de C.R.S.

C'est une question de rapports de forces, et le rapport des forces se mesure et s'apprécie. Flins devait être un test. Un test important, car l'usine visée était Renault. Un test relativement commode et choisi pour cette raison, car l'usine se trouve loin des grandes concentrations ouvrières loin même et isolée des habitations des ouvriers qui y travaillent.

Cet isolement géographique n'eut été rien, si ceux qui prétendent diriger la lutte du prolétariat n'avaient pas dressé, sciemment et méthodiquement, entre les différentes fractions et secteurs des travailleurs, des barrières autrement plus difficiles à franchir que la barrière géographique. Tout au long du mouvement, le P.C. et la C.G.T. cherchaient à le morceler, à faire de la grève générale de l'ensemble de la classe ouvrière l'addition arithmétique d'une multitude de grèves catégorielles. L'attitude de la C.G.T. face à la provocation policière de Flins n'était qu'une des manifestations particulièrement ignobles de cette politique visant à isoler les travailleurs les uns des autres, les laissant séparément en butte à la répression patronale.

Devant la provocation policière, la plus grande centrale syndicale du pays a choisi de ramper. Elle a choisi d'en rester à des protestations tonitruantes mais vaines.

Qui aurait pu empêcher la C.G.T. de relever le gant que lui jetait dédaigneusement le Pouvoir ? Qui aurait pu empêcher la C.G.T. d'adresser au Pouvoir l'ultimatum suivant : « Nous ne nous abaissons pas à reprendre le travail sous la menace policière. Si dans l'heure qui vient, les C.R.S. ne quittent pas l'usine et la ville, c'est l'ensemble des travailleurs qui reprendra à nouveau la grève : A vous de choisir. »

Les Séguy et Cie auraient-ils l'impertinence de prétendre que les travailleurs n'étaient pas prêts à suivre le syndicat qui aurait tenu ce langage, alors même que ces dirigeants durent dépenser des trésors d'imagination, de manœuvres et de mensonges pour faire reprendre le travail là où il a repris ?

Les états-majors syndicaux ont choisi de laisser les ouvriers de Flins seuls face aux C.R.S. Et comble d'une politique odieuse, P.C. et C.G.T. ont fait chorus pour dénoncer comme provocateurs les ouvriers qui, bien que laissés seuls, ont refusé de s'incliner devant la provocation policière.

Ils ont déclenché une campagne d'une violence ignoble contre les étudiants qui voulurent apporter leur aide aux travailleurs de Flins.

S'il n'avait tenu qu'à la direction de la C.G.T., l'intervention des C.R.S. aurait été un plein succès pour le gouvernement qui cherchait à faire la preuve qu'on peut s'attaquer impunément aux travailleurs. Cette preuve n'a pas été faite. Les ouvriers de Flins ont montré qu'ils entendaient se faire respecter.

Après eux, les travailleurs de chez Peugeot à Sochaux ont réagi avec une vigueur encore plus grande. Leur lutte leur a coûté deux morts. Deux morts, avec l'étudiant de Flins, cela fait trois. C'est le prix du sang qu'ont dû payer les ouvriers et les étudiants, abandonnés par les Centrales syndicales, pour faire respecter leur volonté et leur dignité, pour imposer que la reprise du travail ne se fasse pas sous la contrainte de la police.

Mais ils ont gagné. Le gouvernement a dû retirer les C.R.S., et bien misérablement la C.G.T. a été contrainte de lancer un mot d'ordre d'une heure d'arrêt général du travail.

Honte à la C.G.T. ! Mais honneur aux combattants ouvriers qui ont montré de quels sacrifices ils étaient capables et qui ont fait reculer le Pouvoir.

Comment ont a arrêté la grève des cheminots

LA S.N.C.F. a repris le travail. Pour le gouvernement c'était là un secteur clé. Il importait que les transports reprennent au plus vite leur activité, à la fois économiquement, pour permettre aux entreprises qui le pourraient de recommencer à travailler, et politiquement, du fait de l'impression qu'une telle reprise ne manquerait pas de créer dans le pays et sur les millions de grévistes eux-mêmes.

En ces circonstances, les directions syndicales se sont faites ses auxiliaires. Elles ont abandonné en chemin les principales revendications des cheminots qu'elles avaient pourtant fixées elles-mêmes au début de la grève :

— 200 francs d'augmentation mensuelle pour tous ;
— les 40 heures.

Et pour imposer cet abandon aux cheminots, pendant trois jours, du mardi 4 juin au jeudi 6 juin, elles ont eu recours à toutes les manœuvres possibles : présentation des MEMES résultats comme de plus en plus positifs, votes à répétition, informations plus ou moins fondées sur la reprise dans les autres secteurs, possibilité laissée aux cadres de reprendre le travail avant que les cheminots du rang aient été consultés, etc. Les exemples que nous donnons ci-dessous le prouvent abondamment. En fait il n'y a pas eu de consultations régulières et démocratiques de l'ensemble des cheminots. Ceux-ci ont repris, certes, mais parce qu'ils ont été trompés, bernés ou écœurés par leurs directions syndicales. Une leçon qui ne sera pas perdue.

A PARIS-LYON :

On a fait donner les retraites

Le mardi matin, sur les 500 grévistes présents à la gare de Lyon, la majorité étaient encore pour la grève. Les syndicats pourtant depuis le samedi protégeaient les cadres à leurs entrées et sorties de la Tour où ils se rendaient « au travail ». Ils arguaient que les véritables provocateurs étaient non pas les « jaunes » et les cadres appuyés par les C.D.R. et la police, mais bien les grévistes qui voulaient réoccuper la Tour afin de maintenir la continuation de la grève.

C'est dans cette ambiance que les syndicats donnèrent à 11 heures une communication des résultats de leur entrevue avec le gouvernement et la direction. Ils se gardèrent bien de les présenter comme des broutilles et proposèrent aux grévistes de décider « démocratiquement de la reprise du travail ».

Le vote qui eut lieu dans l'après-midi, à 17 heures, montra clairement la volonté des cheminots : à 90 % environ, c'est la poursuite de la grève qui fut votée.

Le lendemain, mercredi, les syndicats (C.G.T., F.O., C.F.D.T., F.A.C., F.G.A.A.C.) trouvèrent une justification pour annuler le vote de la veille. Ils prétendirent que la direction venaient de poser un ultimatum aux ouvriers : paiement intégral des jours de grève à condition d'une reprise immédiate du travail le soir même à 19 heures.

Après avoir réuni tous les piquets de grève, les dirigeants syndicaux nous expliquèrent comment il fallait savoir terminer une grève dans l'unité. Entre autre on assista à un numéro d'un vieux militant retraité qui, pour attendrir les grévistes raconta la « reprise victorieuse de 36 ».

En fait, ils s'arrangèrent bel et bien pour faire croire aux travailleurs qu'en continuant la grève ils perdraient tous les avantages déjà obtenus.

Un vote eut lieu à main levée qui donna 60 % pour la reprise du travail, sous les huées de la minorité composée surtout de jeunes.

Par la suite, des militants de la C.G.T., peu fiers, avouèrent avoir voté à contre-cœur et par discipline la reprise du travail.

A PARIS-NORD :

Ce sont les cadres qui ont décidé la reprise

Comment s'est effectuée la reprise du travail à Paris-Nord ?

Mardi matin beaucoup de cheminots, en majorité des administratifs, se sont présentés au travail. Des piquets de grève leur ont interdit l'entrée.

Dans la matinée il y eut un meeting au cours duquel le représentant syndical C.G.T., parlant au nom des trois syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., a présenté le protocole d'accord comme positif et a donc invité les gars à voter pour l'acceptation dudit protocole, précisant que le vote ne concernait pas la reprise, celle-ci ne devant s'effectuer qu'après connaissance du résultat dans toute la France.

Un vote à bulletin secret eut lieu qui a donné un pourcentage de 92 % en faveur de l'acceptation du protocole, résultat peu étonnant puisque la grande majorité des votants étaient cadres ou agents de maitrise.

La journée de mardi s'est écoulée sans résultat national. Il n'y en a pas eu non plus le mercredi, mais le matin le piquet de grève avait été levé devant les bureaux et, le mercredi soir, l'ordre était donné à tous les grévistes de reprendre le travail le lendemain, toujours sans connaître le résultat des votes dans les autres secteurs, bien entendu.

A ceux qui n'étaient pas enthousiasmés par le protocole et les promesses de la Direction, les dirigeants du P.C. et de la C.G.T. n'ont su que répondre qu'il fallait savoir terminer une grève dans l'unité et engager... la bataille électorale.

BOURGET TRIAGE ET ATELIER :

100 % des grévistes s'étaient d'abord déclarés prêts à continuer

Le mardi 4, à 15 heures, lors du meeting journalier, les ouvriers refusèrent à 100 % le protocole d'accord que leur présentaient les syndicats.

Après de nombreuses interventions, les ouvriers exigèrent que les revendications premières soient reprécisées et qu'il ne s'agissait pas de reprendre le travail avec de telles broutilles.

Les « responsables » syndicaux eurent beau insister sur les « avantages acquis », l'assemblée vota à l'unanimité et à main levée la continuation de la grève.

La position ambiguë dans laquelle se trouvaient les syndicats laissait présager une manœuvre de la part de ces derniers afin d'inciter les ouvriers à la reprise du travail.

Mais toujours est-il que pour tous les ouvriers présents, la volonté de continuer la grève jusqu'à de plus substantiels avantages était évidente.

Le lendemain, avec à peu de chose près la même assemblée, les représentants des différents syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.A.C.) commencèrent leur travail de démoralisation.

Les délégués communiquèrent qu'un coup de téléphone de Dunkerque les avait informés que la continuation de la grève était votée à 75 % mais qu'un deuxième coup de fil contredisait la première information. Dans les mêmes rapports, c'était la reprise du travail qui avait été votée. Comme cela paraissait pour le moins douteux, quelques ouvriers intervinrent pour demander des informations plus précises au sujet des chantiers environnants. Pour le dépôt de Bobigny, il leur fut répondu que rien n'était décidé, mais que le climat (selon le responsable C.G.T.) était à la reprise. Le silence fut évidemment fait sur les nombreux chantiers qui la veille avaient voté la continuation de la grève.

Avec le mirage des élections, la démoralisation systématique, le « risque de perdre les avantages acquis », les « responsables » de la C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.A.C., surent « dans l'unité » faire terminer une grève, et voter la reprise du travail à 80 % sur la base des accords de Grenelle avec en plus, la promesse « sur parole » du paiement intégral des journées de grève.

AU DÉPOT DE LA PLAINE :

Amendements dont personne n'a tenu compte

Après 18 jours de grève, mardi lors de la réunion journalière, les délégués sont venus expliquer le protocole d'accord intervenu la nuit même en nous faisant comprendre que c'était terminé.

Le lendemain mercredi, il y a eu vote pour le protocole d'accord. Mais la présentation était différente : il s'y trouvait des amendements portant :

sur les 40 heures en 3 ans,
sur le paiement des heures de grève,
sur l'inclusion de la prime de production pour le calcul de la retraite.

Lors du vote, une grosse majorité s'est dégagée en faveur du protocole avec les amendements. Il était d'ailleurs implicitement admis que le travail ne reprendrait que si les amendements étaient acceptés.

Dans l'après-midi, un second vote a eu lieu. Nous étions peu nombreux, environ une soixantaine alors que le dépôt compte environ 300 personnes. Cette fois-ci la question était claire : pour ou contre la reprise du travail. Il n'était plus question du protocole amendé.

Les délégués ont donné le ton en se prononçant immédiatement pour la reprise. Il y eu 29 contre, une toute petit majorité pour.

Le lendemain matin, les délégués organisaient un gros défilé de la victoire avec en tête une trompette et les drapeaux. C'était fini... pour l'instant.

AU LANDY :

Le chantage à l'unité

Le mardi 4 juin les dirigeants syndicaux nous ont soumis un protocole d'accord en 16 points.

Dès le premier qui parlait d'une augmentation de 10,2 % nous n'étions pas d'accord, vu le manque de précisions.

Le lendemain, on nous a resoumis le même protocole, toujours sans précision. Nous avons tous voté contre et avons demandé que des explications nous soient données pour le surlendemain sur :

l'augmentation des salaires
la réduction du temps de travail
l'échelle mobile des salaires.

Le jeudi 6 juin à 9 heures, il y eut une réunion où les délégués ne nous donnèrent toujours pas de précisions sur le protocole. Mais par contre, on a pu en avoir sur les différents autres ateliers et dépôts ou soi-disant c'étaient toujours les travailleurs grévistes qui étaient d'accord pour reprendre le travail, et le grand cri de nos délégués fut : « Camarades, tous les cheminots reprennent le travail après avoir remporté une grande victoire ; il faut qu'au Landy nous reprenions le travail dans l'unité. »

Puis ce fut le vote ; nous étions à peu près une centaine parmi lesquels les vrais grévistes étaient en minorité. Nos délégués eux-mêmes levèrent la main en faveur de la reprise du travail. Si tôt fait, l'ordre de la reprise fut donné sur le champ.

Il est évident, et nos délégués nous l'ont dit, il faut que le calme soit revenu, c'est-à-dire que nous ayons repris le travail pour les prochaines élections.

La manœuvre des syndicats a été claire. Aux travailleurs du Landy on a dit que ceux de la Régie reprenaient le travail, à ceux de la Plaine que c'était la même chose au Landy. Et cette manœuvre a finalement mis les gars au travail.

Mais au Landy Pen tous les cheminots qui ont participé activement à la grève et qui ont pu juger des directives syndicales sont prêts à se remettre en grève et cette fois non pas pour aller sur une voie de garage mais bien pour aller jusqu'au bout.

A LA RATP, LES SYNDICATS N'ARRIVENT A FAIRE REPRENDRE LE TRAVAIL QUE SUR UNE ESCROQUERIE

MARDI dernier 4 juin, malgré l'intoxication gouvernementale qui cherchait en vain à créer un climat de reprise, le secteur public continuait la grève. C'était le cas de la R.A.T.P.

Chacun prenait résolument au mot un tract CGT de la R.A.T.P. du 2 juin qui invitait à faire encore reculer le gouvernement :

« Par votre action unie,

« Par le maintien de votre cohésion, vous l'obligerez à reculer encore et à donner satisfaction à vos légitimes revendications. »

Bien entendu, le Gouvernement ne reculait pas et la direction R.A.T.P. se bornait à proposer quelques avantages en plus des accords de Grenelle (sur les salaires, les retraites et les jours de congé). Mais les revendications essentielles des travailleurs manquaient :

— Le paiement INTEGRAL des heures de grève,
— la garantie de la qualification, de l'emploi,
— l'échelle mobile,
— deux jours de repos consécutifs,
— les 40 heures,
— la semaine de congé supplémentaire,
— l'abrogation des ordonnances,
— l'extension des droits syndicaux.

Donc, ce mardi, la grève continuait bon train. Dès mercredi, les directions syndicales choisirent de faire rentrer le secteur public à tout prix : les élections valaient bien le sabotage de la grève.

A cet effet, tous les moyens furent bons, et l'on vit les bonzes syndicaux prendre vaillamment le relais de l'intoxication gouvernementale.

Dans chaque dépôt de bus, on s'employa à démoraliser les travailleurs en expliquant qu'ailleurs tout le monde voulait reprendre.

Au dépôt des Lilas, dès le mercredi matin, les délégués essayèrent de faire voter la reprise, alors que la plupart des grévistes (surtout les plus combatifs) n'étaient pas là. La manœuvre, un peu grosse, fut repoussée par les grévistes présents. Les bonzes se résignèrent à ne faire voter que le soir, en assemblée générale.

Malgré les pressions des syndicats, une forte majorité se prononça pour la continuation de la grève. Après le vote, les délégués firent le chantage suivant : « Partout ailleurs, la majorité a voté la reprise ; vous ne tiendrez pas seuls. Et puis, vous devez vous plier à la discipline des autres dépôts. » Interloqués, les travailleurs se résignèrent à reprendre le travail le lendemain, « comme tout le monde ».

A la sortie du dépôt, les travailleurs étaient furieux. Tout le monde sentait qu'on venait de se faire rouler.

C'est alors qu'une dizaine de grévistes décidèrent d'aller vérifier par soi-même ce qu'il en était dans les autres dépôts. Ils voulaient voir de plus près « cet enthousiasme » à la reprise du travail.

Plusieurs voitures firent le tour des dépôts parisiens : il s'avéra que partout ça avait été la même comédie. Ceux qui avaient voté la reprise l'avaient fait sous la même intoxication, les mêmes pressions mensongères. Certains, malgré tout, avaient voté pour la continuation.

La meilleure surprise fut le dépôt Lebrun (aux Gobelins), où les travailleurs étaient décidés, quoi qu'il arrive, à continuer la grève et l'occupation.

Après cette vérification édifiante, les travailleurs des Lilas firent un tract dénonçant ces manœuvres malhonnêtes :

« ... Nous laissons juges les travailleurs de la R.A.T.P. de ces manœuvres d'intoxication et nous reportons sur leurs auteurs la responsabilité des piètres résultats obtenus à la suite d'un mouvement d'une ampleur sans précédent.

« *Nos vingt jours de grève valent mieux qu'un bulletin de vote.* »

Le lendemain matin (jeudi 6 juin), la situation était la suivante :

L'Humanité (du 6 juin 1968) titrait en première page : « Cheminots, R.A.T.P., postiers, mineurs, E.G.F., etc. : reprise victorieuse du travail dans l'*UNITE*. »

En page 4 : la photo, au dépôt d'Ivry, d'un vote à main levée avec, comme légende : « Au dépôt d'autobus d'Ivry, le personnel de la R.A.T.P. approuve les résultats obtenus et vote d'enthousiasme la reprise du travail. »

Malheureusement pour *l'Huma*, le même dépôt d'Ivry que *l'Huma* trouvait si photogénique *continuait la grève* et l'occupation des lieux.

(Décidément l'organe du P.C. ne recule pas devant les mensonges les plus énormes.)

Ce dépôt n'était pas le seul.

Aux Gobelins, le dépôt Lebrun continuait l'occupation. Les C.R.S. étaient venus bloquer le passage pour éviter la liaison des ouvriers grévistes et des étudiants venus pour apporter leur soutien. Dans la matinée, la relève des C.R.S. fut assurée par le comité de grève intersyndical. Et ces bonzes, qui avaient déserté le combat, s'appliquèrent à faire céder ce dépôt irréductible.

A Gonesse, la grève continuait aussi, ainsi qu'au terminus Nation du métro.

Tous ces camarades continuèrent la lutte en résistant aux pressions malhonnêtes des bureaucrates syndicaux. Ils montraient avec éclat qu'au bout de vingt jours de grève générale on ne faisait pas rentrer facilement les travailleurs au bercail sur des broutilles. La discrétion de *l'Humanité* sur ces dépôts en grève a été exemplaire. Les travailleurs apprennent à ne faire confiance qu'à eux-mêmes. Il n'est pas dit que les bureaucrates syndicaux auront le dernier mot.

LA REPRISE DANS LA CHIMIE

4 SEMAINES DE GRÈVE CHEZ ROUSSEL-U.C.L.A.F.

Le lundi 20 mai la grève démarrait chez Roussel-U.C.L.A.F.

Le personnel de Roussel-U.C.L.A.F. n'est pas habitué à faire grève. Les mots d'ordre nationaux eux-mêmes n'y sont pas suivis, et la dernière vrai grève datait de 52. De plus, Roussel est un patron de combat et la majorité des cadres lui est entièrement dévouée Aussi tous les moyens d'intimidation furent employés.

L'un d'eux fut l'offensive sécurité :

Certains cadres essayèrent d'effrayer grévistes et comité de grèves en prétendant que l'arrêt de la fabrication des produits pouvait entraîner un développement anormal des bactéries et qu'en conséquence les grévistes allaient intoxiquer le quartier. C'était évidemment faux mais cela jeta l'inquiétude dans les esprits et provoqua forcément beaucoup de discussions.

Cet handicap passé le comité de grève fut confronté avec le problème des animaux, indispensable à la production : il y avait 70 000 rats, des quantités de lapins, cobayes, chiens qui font partie de l'outil de travail et nécessitant des mois de préparation.

Il fallait les nourrir, les nettoyer. Le comité de grève demande d'assurer ce travail par roulement de grévistes.

L'usine s'installa donc dans la grève, avec ses principaux problèmes intérieurs réglés.

Mais la direction patronale veillait et essayait à plusieurs reprises de briser la grève en utilisant ses cadres. C'est ainsi que le 4 juin, elle tentait un véritable coup de force, les cadres dévoués, conduit par le directeur entraient dans l'entreprise armés de barres de fer et de matraques. Repoussés par les grévistes dans la journée, pris de peur le soir, ils quittaient tous l'usine sur un coup de téléphone de Roussel.

Ensuite on vit apparaître les groupes de défense de la liberté du travail, formés des anti-grévistes notoires de la maison, manifestant drapeau tricolore en tête pour qu'on leur ouvre les portes.

Ce fut un nouvel échec, la Direction eut alors recours aux forces de répression officielles et le mercredi 12 juin un premier car de police arrivait à l'usine pour essayer d'ouvrir les portes. A l'usine 1 les flics réussissaient à pénétrer tandis qu'ils étaient repoussés à coup de lances d'incendie devant les grilles de l'autre usine. Et le jeudi à 4 heures du matin, troupes spéciales, C.R.S. et gardes mobiles enfonçaient un mur de l'usine au bulldozer, tandis que d'autres se massaient devant la grille à l'extérieur. Tout était prévu, auto-pompe, fusils lance-grenades tout prêts, masques, etc. et tout cela pour déloger une centaine de grévistes !

La centaine de grévistes devait être embarquée pour Beaujon et ne revenir à l'usine qu'en fin de matinée attendue par la majorité des travailleurs. Mais la fraction C.G.T. bien dans la ligne aidée par les permanents avait fait son travail de sape, et la grève était terminée.

Et, bien que la direction n'ait rien promis de plus que les résultats de Grenelle, et un salaire minimum de 675 francs, le lendemain vendredi la C.G.T. faisait reprendre le travail, délégués en tête, prétendant que la lutte allait se poursuivre à l'intérieur de l'usine sous d'autres formes. Les ouvriers de fabrication de l'usine 4 refusaient de reprendre le travail ce jour-là et nombreux furent ceux qui accueillirent les délégués C.G.T. aux cris de « C.G.T. trahison ». Tout le personnel devait rentrer le lundi matin.

La grève est donc terminée chez Roussel-U.C.L.A.F. sans que les revendications des travailleurs soient satisfaites, mais tout est changé dans l'usine grâce à ce mouvement. Les ouvriers ont vu ce qu'ils étaient capables de faire tous ensemble ; ils savent que si leur lutte s'est terminée sans résultat c'est à cause de la trahison des centrales syndicales et non parce qu'ils ne représentaient pas une force redoutable pour le patron et le gouvernement. Et loin de se considérer battu à jamais, la question que se posent partout où ils se rencontrent les ouvriers de Roussel c'est : « quand recommençons-nous, quand allons-nous réoccuper l'usine ? ».

Chez Rhône-Poulenc

(VITRY)

Après quatre semaines de grève, la C.G.T. pousse à la reprise.

Les discussions se sont faites à l'échelle du trust Rhône-Poulenc, sur la base des accords de Grenelle et de l'U.I.C. Après avoir défendu, sur la proposition des sections syndicales de Vitry, une augmentation plancher de 200 F pour tous, les syndicats ont fini par accepter une augmentation hiérarchisée — qui allait de 70 F pour les bas salaires à plus de 600 F pour certains cadres ; il faut dire que la section F.O. de Vitry a alors proposé de rompre les discussions, proposition qui ne fut pas acceptée.

Le lundi 10 juin, au matin la C.G.T. annonça qu'elle trouvait les propositions non négligeables et qu'il était dans l'intérêt des travailleurs de reprendre le travail alors que les sections C.F.D.T. et F.O. avaient déjà donné leur position pour la poursuite de la grève.

Le lundi 10 juin, les comités de base votaient à une écrasante majorité — plus de 80 % des présents et la plupart des grévistes étaient là — la continuation de la grève, parce qu'ils estimaient dérisoires les propositions de la direction.

Les dirigeants de la C.G.T. se retiraient alors en fermant la cantine dont ils s'étaient occupés pendant la grève. Ce « lâchage » était suivi d'une vague de démissions de la C.G.T.

Le mercredi 13 juin, un vote eut de nouveau lieu. Sur les 1 100 personnes présentes, une faible majorité se dégagea pour la poursuite de la grève. Mais un peu partout, le travail reprenait. Les autres usines du trust avaient repris. La C.G.T. avait « lâché » les travailleurs. Et si la plupart des travaileurs de Rhône-Poulenc auraient voulu continuer la grève tous ensemble, la continuer à 300 ou 400 — il fallait tenir compte des découragements — leur semblait difficile dans la situation générale. C'est pourquoi un second vote fut décidé qui décida de la reprise du travail.

Pourtant ces quelques jours de grève supplémentaires avaient montré le désir de tous d'aller plus loin. Ce désir, on le vit aussi dans la manifestation qui termina, à travers les rues de Choisy-le-Roi, l'occupation de l'usine : aux cris de : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », drapeau rouge en tête, les travailleurs défilèrent en observant le silence devant le foyer des sociétés de Choisy où se trouvaient ceux qui avaient enterré la grève le lundi, c'est-à-dire les dirigeants de la section C.G.T. La manifestation se termina devant la mairie aux cris de : « Elections, trahison », et, moralement, regonfla ceux qui y participaient.

LA REPRISE DU TRAVAIL

On ne peut pas dire qu'elle s'est faite dans le calme le plus complet !

Dès le premier jour, tout un service débrayait parce qu'un chef avait accusé de négligence un travailleur.

Les jours suivants, c'est la bataille pour le maintien des comités de base, leur reconnaissance par la direction. Les délégués des secteurs sont élus, la direction refuse de les reconnaître et n'accepte la réunion des comités de base sur le temps de travail — 6 heures par an ont été allouées aux travailleurs pour se réunir — que si cela se fait sous l'égide des syndicats. Pas de problèmes, puisque, si la C.G.T. est contre les comités de base, les sections C.F.D.T. et F.O. sont pour.

Les réunions syndicales attirent plus de monde que jamais et souvent les catégories du personnel (femmes de ménage, par exemple) peu touchées auparavant.

Vendredi 21 juin, à l'annonce que la direction paierait entièrement — sur la base des 40 heures — les non-grévistes mensuels, un mouvement de mécontentement grandit dans l'usine et aboutit à un débrayage spontané avec meeting de 16 heures à 17 heures. Un autre meeting est prévu pour lundi 14 heures.

La grève repartira-t-elle maintenant ? Pas sûr, car la question argent se pose et la question vacances: la semaine prochaine, la moitié de l'usine est en vacances. Mais, partout, les conversations sont les mêmes : « A la rentrée, il faudra remettre ça ! »

A MICHELIN :

(CLERMONT-FERRAND)

La reprise n'a pas eu lieu comme prévu

MARDI 4 juin, il y a eu un vote organisé dans une école Michelin par la totalité du personnel, sous la protection de la police. Le « truquage » était manifeste : la direction avait prévu un bulletin vert pour la reprise, bulletin qui se voyait au travers de l'enveloppe.

La pression fut particulièrement forte sur les mensuels qui étaient pointés et obligés de venir voter.

Il y aurait eu selon la direction 9 000 pour la reprise, 2 000 contre. Cela sur 22 000 personnes employées. En fait, tous les ouvriers travaillant directement à la production étaient manifestement contre.

Le lendemain, la reprise est annoncée pour les mensuels. De nombreux C.R.S. se trouvaient présents à 8 h moins 10 pour l'ouverture des portes. Le commissaire de police aurait d'ailleurs fait du chantage : « On charge si vous ne rentrez pas. »

Les piquets de grève ont ouvert la porte et une partie des mensuels est rentrée.

A 13 heures, les équipes devaient commencer à entrer. Mais personne ne rentra dans l'usine et de 13 h à 15 h, un regroupement s'est effectué face à la police, il y avait là près de 3 000 personnes. Le climat était très tendu, mais il n'y a pas eu d'incident.

A 15 heures, les C.R.S. se sont retirés.

De 15 h à 18 h, heure de sortie des mensuels, les gars sont restés attroupés à discuter. Et lorsque les mensuels sont sortis, une haie d' « honneur » les attendait. Les grévistes leur crachaient à la figure et quelques coups furent échangés.

A 21 heures, l'usine était entièrement réoccupée et la grève continuait.

Jeudi après-midi, Michelin décide de réagir à l'outrage subi et tente un bluff à l'épreuve de force. Dans un tract menaçant, très largement diffusé à la population, il proteste contre l'attitude des grévistes : la prospérité de la ville serait en cause.

A cette préparation de la population s'ajoute l'arrivée pendant toute l'après-midi de cars de C.R.S. venant en particulier des Bouches-du-Rhône. Des bruits alarmistes commencent à courir sur un éventuel assaut pendant la nuit et la radio annonce que les portes de l'usine seraient ouvertes le lendemain.

A 23 heures, les étudiants tentent de faire renforcer les piquets en partant réveiller les cités et les ouvriers dans la ville. La C.F.D.T. leur refuse d'ailleurs l'aide demandée.

Vers 1 heure du matin, les 80 personnes du piquet de nuit, isolées, se voient intimer l'ordre d'ouvrir les portes. Après discussion et malgré les protestations des 80, les délégués décident d'ouvrir les portes à 4 h, en l'échange d'ouverture de négociations.

Vendredi matin, c'est l'échec pour Michelin. Bien que les portes soient grandes ouvertes, seuls 2 000 mensuels sur 6 000 rentrent, puis ressortent et rentrent à nouveau par une autre porte, histoire de montrer qu'ils sont nombreux. Seuls 2 300 ouvriers sur 17 000 les accompagnent.

L'usine n'a pas repris. Pendant l'après-midi, Michelin négocie et cède sur les primes antigrève que constituent les jours fériés « bénévoles », les 9/10 payés à un ouvrier changeant de machine, un acompte de 50 % des jours de grève (récupération à discuter), avant les vacances le problème de la diminution du temps de travail sera débattu.

Samedi matin, l'ensemble des ouvriers décide de rentrer, malgré les résultats très insuffisants, ils rentrent avec le sentiment d'être vainqueurs contre un patronat qui avait tenu 63 jours sans rien céder pendant les grèves de 1950.

A BABCOCK (La Courneuve) :

Les bureaucrates syndicaux n'ont pas réussi encore à brader la grève

Dimanche 23 juin. A l'heure où nous écrivons, les travailleurs de Babcock entament leur sixième semaine de grève. Malgré tous les efforts de la C.G.T., suivie comme son ombre par une C.F.D.T. très peu implantée dans l'entreprise et incapable depuis le début du mouvement de se démarquer tant soit peu de la direction stalinienne de la C.G.T., les travailleurs n'ont pas consenti à reprendre le travail sur le protocole d'accord signé avec la direction.

Pourtant, le lundi 17 juin, la C.G.T. mettait tout son poids dans la bataille... de la reprise du travail. Téochaud, ténor du syndicat, déployait des trésors de dialectique pour démontrer que de nombreux avantages étaient obtenus et que la direction avait cédé sur l'essentiel. La C.F.D.T. appuyait cette position. Seule la section F.O. de l'entreprise, animée il est vrai par un militant révolutionnaire exclu de la C.G.T. pour « gauchisme » dénonçait le protocole d'accord qui ne contenait en fait rien d'autre que les augmentations prévues par Grenelle avec une légère amélioration pour les salaires les plus bas, et appelait à la continuation de la lutte.

Les travailleurs de Babcock eurent vite fait les comptes. Le protocole prévoyait la diminution de l'horaire de travail d'une demi-heure qui ne serait d'ailleurs remboursée... qu'à 66 %. La mensualisation, le treizième mois, le paiement des heures de grève étaient totalement absents du protocole d'accord. Aussi le vote, bien qu'il eût lieu à bulletin secret, fut-il sans surprise : 810 voix pour la continuation de la grève, 343 voix pour la reprise du travail. Si l'on soustrait les voix de la maîtrise et celles des cadres qui, depuis le premier jour, n'ont fait que subir la grève, il demeure que l'énorme majorité des ouvriers de l'usine se prononçait contre les propositions C.G.T.-C.F.D.T. et pour la poursuite du combat.

Dans le courant de la semaine, de nouvelles négociations ont eu lieu avec la direction. Cette fois, la prudence l'a emporté et aucune organisation syndicale n'a osé signer un protocole d'accord. Le constat établi le vendredi 21 juin comporte quelques légères améliorations : la prime de reprise du travail variant de 100 F pour un célibataire à 290 F pour un père de famille de cinq enfants et le paiement des journées de l'Ascension et de la Pentecôte en constituent l'essentiel.

C'est sur ces bases que la C.G.T. et la C.F.D.T. entendent faire reprendre le travail. Dans l'usine, le sentiment dominant est l'amertume, à laquelle s'ajoutent la lassitude et un certain découragement. Les travailleurs ne sont pas unanimes. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il est impossible d'obtenir davantage mais même parmi ceux-ci, tous ne sont pas décidés à voter la reprise du travail. Le scrutin qui doit se dérouler lundi 24 juin est donc relativement ouvert, et s'il est probable que la fatigue l'emporte et qu'une majorité se dégage pour la reprise, les jeux sont loin d'être faits. De toute façon, les travailleurs de Babcock savent que, sur le terrain revendicatif, ils n'ont pas remporté une victoire. Et déjà, ces discussions vont bon train et les responsabilités apparaissent clairement à de nombreux ouvriers. « Il ne fallait pas signer les accords de Grenelle », « les syndicats se sont dégonflés, ils ont préféré accepter les élections plutôt que de continuer la grève », etc.

En tout état de cause, il n'y a aucune démoralisation et c'est là l'essentiel. Nous aurions pu obtenir plus si nous nous y étions pris autrement, voilà la conclusion tirée par la majorité des travailleurs. Et cet état d'esprit, enrichi par l'expérience d'un mouvement trahi, constitue le meilleur gage pour l'avenir.

Dans le Livre

TRAHISON DU SYNDICAT

Le 19 mai fut dans le Livre le début d'une grève qui allait durer plus de 3 semaines. Unis dans la lutte avec l'ensemble des travailleurs de ce pays, l'espoir était grand chez les ouvriers du Labeur de voir triompher leurs revendications. A savoir : l'échelle mobile des salaires, la garantie du salaire en cas de maladie ou de baisse de travail, l'augmentation générale des salaires.

Le Comité Intersyndical du Livre, au début, était loin de poser des revendications en mesure avec l'ampleur de la lutte, puisqu'il ne parlait que d'une augmentation des salaires non précisée, et en guise de réduction du temps de travail, revendiquait « la limitation du travail à 50 heures ». C'était déjà le signe que le syndicat ne voulait pas de revendications importantes, pour pouvoir faire reprendre plus facilement le travail, et au besoin rapidement.

Les travailleurs de la Presse quotidienne n'ont pas fait grève, malgré une opposition de bon nombre d'entre eux à la politique du syndicat C.G.T. du Livre, qui avait décidé d'assurer la sortie de la presse bourgeoise dite « d'information ».

Dans le Labeur, ceux qui occupaient les entreprises discutaient de l'opportunité de faire paraître les journaux ouvriers, s'opposant à la direction stalinienne du syndicat qui traitait immédiatement de provocateurs les ouvriers qui osaient sortir des sentiers battus de l'ordre bourgeois.

Ces trois semaines de lutte soudèrent les travailleurs qui purent faire l'expérience de leur puissance, mais aussi de la trahison de la direction stalinienne du syndicat.

Le 7 juin, 500 à 600 travailleurs du Labeur se retrouvèrent sous les fenêtres du siège du syndicat parisien du Livre, boulevard Auguste-Blanqui pour protester contre l'accord national scélérat que les dirigeants fédéraux venaient de signer avec les maîtres-imprimeurs.

Accord dérisoire qui n'accordait aux ouvriers en lutte aucun des points essentiels pour lesquels ils se battaient. L'accord comporte une augmentation des salaires de 9 %, ajoutée aux 2 % obtenus à partir du 1er mai par un mouvement de grève en « cascades », plus une augmentation de la prime de 10 heures de salaire pour 1968 et de 20 heures de salaire pour 1969. La revendication essentielle du paiement des heures de grève se soldait par une indemnité des heures « perdues » de 180 francs.

Un groupe important de travailleurs de chez Deberny-Peignot, arrivés drapeau rouge en tête, manifestèrent devant le cordon de travailleurs de la Presse, appelés par les permanents syndicaux pour soi-disant défendre l'immeuble syndical contre des éléments du groupe Occident. En fait de fascistes, il s'agissait de travailleurs du Labeur !

La plupart des grandes entreprises du Labeur, sur le plan parisien, votèrent la continuation de la grève deux jours avant la signature de l'accord, car le projet présenté à cette date était en tout point similaire à celui présenté, comme positif, par le syndicat en dernier lieu.

Pour faire reprendre le travail, le subterfuge employé par le syndicat a été de dire aux ouvriers parisiens que leurs camarades de province étaient satisfaits de l'accord et qu'ils avaient même repris le travail dans certains endroits, alors qu'à Lyon, les imprimeurs avaient refusé de reprendre le travail sur la base de l'accord national. Les permanents syndicaux ont dû raconter aux ouvriers de province la même chose qu'à Paris, à savoir qu'il fallait reprendre le travail immédiatement.

La plupart des grandes entreprises parisiennes ne reprirent le travail que quand les travailleurs obtinrent la signature par les patrons d'un cahier revendicatif maison. Chez G. Lang, entreprise qui compte 3 000 travailleurs, le permanent de l'héliogravure Foliot fut hué, et contraint de partir, par les ouvriers qui voulaient continuer la lutte. Cette entreprise ne reprit le travail que quand son cahier revendicatif fut satisfait par le patron.

Chez Desfossés, l'entreprise du président du syndicat des maitres-imprimeurs Mermet, la direction stalinienne du syndicat fit reprendre le travail sur la base de l'accord national, malgré un vote majoritaire pour la continuation de la grève. Après avoir joué les briseurs de grève, les délégués se déconsidérèrent tellement, aux yeux des travailleurs, qu'une minorité de travailleurs révolutionnaires qui arrivait à s'exprimer difficilement face à l'appareil stalinien, a été applaudie par une grande majorité des travailleurs lors des dernières assemblées générales des grévistes.

A la lumière de cette formidable expérience, les travailleurs du Livre vont pouvoir s'organiser eux-mêmes, en prenant la direction de leurs luttes.

Les travailleurs révolutionnaires de l'imprimerie ont trouvé maintenant l'audience des autres ouvriers, car ceux-ci ont pu faire l'expérience de la nature capitularde des bureaucrates syndicaux. Ils ont pu voir de quel poids pesait sur eux le carcan des appareils syndicaux prêts à toutes les trahisons.

Chez Renault, à Billancourt

UNE REPRISE MOUVEMENTÉES

DEPUIS le début de la grève, déclenchée contre la volonté de la CGT, le problème des dirigeants syndicaux était : comment présenter aux ouvriers la reprise du travail ? La CGT se souvenait très bien du meeting au lendemain des « accords de Grenelle » où Georges Seguy se fit huer en présentant ces accords comme acceptables.

Depuis cette date, la grève s'était « durcie » chez Renault, la CGT toujours contrainte de garder la direction du mouvement, parlait de grève jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications. Mais il était bien évident qu'à partir du moment où les syndicats acceptaient de discuter secteur par secteur ; que les entreprises publiques reprenaient le travail, nous ne pourrions obtenir satisfaction à des revendications comme les 40 heures et l'échelle mobile des salaires. Malgré cela la CGT a été obligée d'attendre jusqu'au samedi 15 juin pour parler de reprise du travail. A cette date, la direction de la RNUR avait « lâché » quelques broutilles supplémentaires aux accords de Grenelle. Broutilles suffisantes pour que la CGT crie victoire et commence à préparer la « reprise victorieuse ».

Le lundi 17 juin les ouvriers étaient conviés à venir voter à bulletin secret, sur la reprise du travail. Au meeting dans l'île Seguin, le matin, Halbeher, secrétaire général du syndicat CGT Renault et Krasucki prirent position ouvertement pour la reprise, la CFDT et FO laissaient les ouvriers choisir.

Le résultat du vote fut significatif : 78 % pour la reprise, 22 % pour la continuation de la grève. Pour nous communiquer le résultat de ce vote, la CGT avait prévu un meeting le lundi à 16 h 30 dans l'île Seguin.

A la surprise générale les 20 % de « jusqu'au-boutistes » étaient au rendez-vous et ils firent entendre aux dirigeants syndicaux ce qu'ils pensaient de la soi-disant victoire. Pendant plus de cinq minutes Halbeher, le secrétaire du syndicat CGT, ne put dire un mot car de la foule montaient les injures « vendu », « CGT démission », « salauds ». C'est, pâle comme au déclenchement de la grève, qu'Halbeher finit par lire son papier annonçant le résultat, toujours couvert par les sifflets et les cris des ouvriers en colère.

Le mardi matin les ouvriers vinrent à l'usine, mais le travail ne reprit pratiquement pas, la direction et la maitrise, pour permettre une reprise harmonieuse, nous laissent discuter de nos revendications particulières sans chercher à nous pousser au travail.

Les ouvriers de la Régie ont voté la reprise car ils ne voyaient pas d'autre issue à un mouvement qui durait depuis plus de quatre semaines. Tous sont mécontents des résultats. Une partie importante s'est rendu compte du rôle de briseur de grève qu'ont joué la CGT et le PCF. Les jeunes en particulier ont dépensé beaucoup d'énergie dans cette grève. Tous ont, malgré cela, le moral. Les discussions et les actions continuent dans l'usine. Ce sont bien sûr des combats d'arrière-garde, mais ils montrent la combativité de l'ensemble des ouvriers de l'usine. On parle ouvertement de « remette ça », de ne pas se laisser faire, etc., etc. Nul ne peut dire si la grève redémarrera, mais il est sûr que cela est une éventualité très possible.

Direction et syndicats ont conscience de cet état d'esprit, la direction laisse faire (elle ne peut rien faire d'autre) la CGT et ses nervis essayent en les menaçant d'intimider tous ceux qui n'apprécient pas son rôle dans la lutte. Mais l'heure n'est pas à l'intimidation.

Aux Assurances Générales (Paris)

LA CFDT JOUE LA REPRISE

AU nom du Comité de grève, un responsable syndical vante les propositions patronales pour pousser à la reprise du travail.

— Reconnaissance de la direction : elle casse unilatéralement les « accords » une fois le travail repris.

Après 15 jours de grève, le vote sur la continuation de la lutte ou la reprise du travail eut lieu sur un texte de la Direction qui était un véritable ultimatum à la reprise immédiate du travail. Ce texte ne représentait que de maigres satisfactions à nos revendications :

— pas d'engagement précis sur le paiement des heures de grève.

— augmentation hiérarchisée des salaires donnant quelque 45 F pour les bas salaires.

— pas de date précise pour le retour aux 40 heures.

Le jour du vote, beaucoup d'employés qui n'avaient pas participé activement à la grève étaient venus pour savoir où en étaient les pourparlers avec la Direction. Les propositions patronales furent présentées sous un jour particulièrement flatteur par le responsable C.F.D.T. qui parlait au nom du Comité de Grève. C'était un véritable plaidoyer en faveur de la reprise.

Malgré l'intervention de plusieurs camarades qui montrèrent à quel point les propositions patronales étaient vagues et insuffisantes, le vote (à bulletin secret) donna une majorité des 2/3 pour la reprise. Plusieurs jeunes furent tellement écœurés de la manière tendancieuse dont furent présentées les miettes obtenues qu'ils déchirèrent en public leur carte syndicale.

Ainsi, la C.F.D.T., qui est largement majoritaire dans l'entreprise, incita ouvertement à la reprise. Après le vote, plusieurs délégués de ce syndicat ne rougirent nullement à reconnaître qu'ils avaient voté contre la poursuite de la grève.

Aucun représentant de la C.G.T. ne prit position avant le vote ; la C.G.T. avalisait ainsi la position de la C.F.D.T. Pourtant, quelques jours auparavant, les sections C.G.T. distribuaient un tract où elles affirmaient : « ... qu'il est indispensable de n'accepter aucune demi-mesure, de ne pas infléchir notre action avant d'avoir obtenu la satisfaction réelle et complète de nos revendications ! »

La reprise se fit à contrecœur. Nombreux furent les jeunes à refuser ouvertement de travailler les jours suivants.

Et vendredi, un quart d'heure avant la sortie, la nouvelle éclatait que la direction, revenant sur ses engagements verbaux mais formels, ne paierait pas les heures de grève...

TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS :

Une solidarité agissante

Le vendredi 8 juin au soir, des commandos gaullistes de l'Action Civique cernaient l'usine SESCO-Thomson, rue de l'Amiral-Mouchez, à Paris XIIIe.

Les gaullistes étaient d'abord passés devant l'usine SNECMA-Kellerman dont les travailleurs avaient prévenu les piquets de grève de la Thomson.

Aussitôt les travailleurs de la Thomson téléphonaient à la Sorbonne pour demander du renfort.

Plusieurs voitures d'étudiants arrivaient sur les lieux quelques minutes plus tard.

Il n'y eu pas d'affrontement car les gaullistes remontaient courageusement en voiture sans demander leur reste et disparaissaient dans la nuit.

Ainsi les ouvriers de la SESCO-Thomson et de la SNECMA ont vu à l'œuvre les fameux « provocateurs » étudiants qui, dans le même esprit sont allés à Flins prêter main forte aux gars de Renault. Et eux ne sont pas prêts de croire aux calomnies de « l'Humanité ».

Chez Hispano, à Bois-Colombes

« Il faut savoir terminer une grève » disait déjà Thorez en 36. Les travailleurs d'Hispano ont compris avec amertume ce que cela signifiait. Il y a les reprises dans la victoire, dans la défaite mais aussi dans la trahison. Et chez Hispano ça en fut une.

Hispano s'est mis en grève le vendredi 17 mai. Le jeudi 13 juin, après quatre semaines de grève avec occupation, le comité de grève, composé des représentants syndicaux, à majorité C.G.T., donnait les premiers signes d'abandon en acceptant d'organiser un vote à bulletin secret sur la reprise. Chacun sait que ce type de scrutin à bulletin secret est justement préconisé par les directeurs car cela peut éviter que les plus déterminés n'influencent les indécis. Mais la grève est justement une question de détermination.

Pour expliquer leur étrange décision, les syndicats dirent que les travailleurs présents n'étaient pas représentatifs de l'ensemble des grévistes et qu'il fallait agir démocratiquement.

Or, ce jeudi 13 juin, malgré le mode de scrutin, c'est une majorité en faveur de la poursuite de la grève qui est sorti des urnes.

Et le lundi 17 juin, Hispano entamait sa cinquième semaine de grève.

Mais l'isolement se faisait sentir, Renault, le fief de la métallurgie était en train de lâcher. Jouant sur ce facteur de démoralisation, le comité de grève Hispano devait le lundi consulter certains travailleurs présents. Cette fois, il n'était plus question de démocratie. Le vote eut lieu à main levée, mais dans quelques secteurs seulement, là où précisément la démoralisation se faisait le plus sentir.

Et le mardi 18 juin, au meeting le comité de grève annonçait que la grève se heurtant au mur de la direction, il fallait céder. Il fallait céder sans même pouvoir se mettre sous la dent une de ces broutilles qui ont permis ailleurs de crier à la victoire. L'ordre de reprise de travail était donné par les syndicats, mais les travailleurs ne bougeaient pas. Surpris, désemparés, vaguement inquiets, ils ne comprenaient plus et attendaient pour se décider que la direction donne le signal de la reprise.

Mais la direction restait muette. Aussi chacun se mit à craindre le lock-out.

Le comité de grève intervient alors pour demander aux travailleurs de rentrer chez eux. Mais personne ne voulait partir. Partir c'était accepter un éventuel lock-out et en donnant cette consigne, le comité de grève avait l'air de s'associer ouvertement à la direction. De la foule des travailleurs jaillirent les cris longtemps retenus « salauds, vendus, trahison, etc. ». La situation était extrêmement tendue, colère, amertume, inquiétude se liguaient et déjà dans certains groupes on parlait de réoccuper l'usine.

A 17 heures, la direction annonçait qu'elle rouvrait l'usine et que les travailleurs devaient se présenter le lendemain matin aux horaires habituels.

C'était la fin. La grève était bien terminée. Le porte-parole du comité de grève qui s'était dépensé sans compté pour la reprise, devait s'effondrer en proie à une crise nerveuse.

Longtemps encore les travailleurs restèrent sur la place et puis peu à peu se dispersèrent, la rage au cœur.

Des militants brisés, des ouvriers en colère, certes, mais le patron n'est pas vainqueur. Les travailleurs ont montré leur force. Les chefs filent doux et un service, celui des méthodes continue la grève pour obtenir le départ de l'ancien chef.

Et dans l'usine on tire les leçons de la grève, pour remettre ça plus tard et aller jusqu'à la victoire.

LA GREVE, c'est l'arme des Travailleurs

CETTE grève, nul n'avait su la prévoir. Nul n'a été en mesure de la contrôler entièrement. Et malgré les appels à la raison, les promesses du patronat, les efforts équivoques des dirigeants syndicaux, les menaces du chef de l'Etat, la grève qui est tête, a résisté longtemps et résiste encore dans quelques secteurs.

Explosion spontanée à ses débuts, elle s'est propagée à une vitesse incroyable, pour atteindre en dix jours, le chiffre culminant de 10 millions de grévistes. Telle une gigantesque marée, demeurée étale près d'une semaine, elle commença début juin à décroître de façon irrégulière.

Aujourd'hui, près de 100 000 travailleurs restent encore en grève. La reprise dans la métallurgie et l'automobile a été plus que houleuse et, fait plus significatif encore, des secteurs qui avaient repris le travail se sont retrouvés à nouveau débrayer « pour un oui, pour un non ». Il apparait clairement que le mouvement n'est pas allé jusqu'au bout de ses possibilités. On a tenté de l'arrêter artificiellement, mais il correspondait à un courant si profond et si puissant que la reprise incertaine qui s'est effectuée, risque encore à tout moment d'être remise en cause.

Cette reprise, qui ne correspondait ni à une usure de la grève, ni à une défaite des travailleurs, ni à l'enthousiasme d'une victoire, a été due essentiellement à la volonté délibérée des centrales syndicales et en particulier de la plus puissante d'entre elles, la C.G.T. Le prétexte officiel était clair : il s'agissait, pour elle et pour le Parti communiste français que le calme soit rétabli le plus vite possible afin de pouvoir procéder normalement aux élections législatives décidées par le chef de l'Etat. La victoire électorale est présentée chaque jour par l'Humanité comme le couronnement de la victoire gréviste. Et les dirigeants C.G.T. laissent entendre que ce qui n'a pu être encore obtenu sous un gouvernement réactionnaire sera naturellement accordé par un succès de la « gauche ».

En fait, c'est avec le plus grand soulagement que P.C.F. et C.G.T. se sont jetés sur la perche électorale que leur tendait de Gaulle. Les élections, étaient pour eux comme pour lui, un moyen d'éviter que la grève continue à se politiser et amène les travailleurs à des conquêtes démocratiques qui, non seulement, pourraient arracher à la bourgeoisie et à son appareil politique, une partie de son pouvoir, mais encore diminueraient l'emprise des bureaucraties syndicales elles-mêmes et par voie de conséquence, celle du P.C.F. A partir de là, d'autres développements étaient possibles, que craignaient la bourgeoisie, bien sûr, mais aussi ceux qui ont pour métier de représenter officiellement les travailleurs. Cette grève, qu'elles n'avaient pas voulue, en se prolongeant, échappait, à coup sûr, aux directions syndicales. Elles avaient déjà bien du mal à suivre et leur propre base militante n'évitait que par une stricte surveillance, la contagion gauchiste.

La C.G.T. ne pouvait heurter de front le mouvement sous peine d'être balayé par lui. Sa tactique fut donc plus ambiguë et certainement empirique. Tandis que ses militants, partout dans les entreprises, élaboraient des revendications qualifiées jusque-là d'utopiques et d'aventuristes, réclamant le paiement intégral des heures de grève, 1 000 F par mois pour tous, les 40 heures tout de suite payées 48, la retraite à soixante ans, etc., la direction C.G.T., assistée de la C.F.D.T. et de F.O., discutaient pendant tout leur week-end sur la base des vieilles revendications codifiées dans un projet de convention collective, mis au point depuis deux ans au moins. Ce furent les fameux « accords de Grenelle », désavoués ensuite par les directions syndicales, devant l'accueil que leur réservèrent les grévistes.

Les accords de Grenelle n'avaient pas réussi à faire reprendre le travail, mais ils atteignirent cependant un autre objectif, un accord national ayant été rejeté, les directions syndicales acceptèrent d'y substituer des négociations et des accords secteur par secteur, au lieu d'exiger la reprise des négociations à l'échelle nationale sous la pression de la grève générale. A partir de ce moment-là, ce n'était plus 10 millions de grévistes qui traitaient avec le patronat, mais dans chaque branche d'industrie, voire dans chaque entreprise, quelques milliers ou quelques dizaines de milliers de travailleurs qui discutaient avec leur patron. Il fallut huit jours pour que se conclue ainsi la liquidation de la grève générale. Bien entendu, les avantages obtenus n'avaient rien à voir avec les programmes revendicatifs établis dans le feu de l'action, par les militants syndicaux de base.

Mais entre temps, de Gaulle avait dissout l'Assemblée nationale et proposé les élections. Cette perspective suffisait à présenter comme une victoire les quelques avantages obtenus. « La reprise dans l'unité » était à l'ordre du jour. La C.G.T. conseillait la reprise du travail partout où des avantages importants étaient acquis. Et elle a fait ce qu'elle a pu pour transformer en résultats « importants », les compromis qu'elle avait négociés.

Les travailleurs avaient haussé les épaules devant les menaces de de Gaulle, mais c'est la pression de leurs appareils syndicaux, qui leur ont fait lâcher la proie pour l'ombre. Ce que la crosse des C.R.S. n'a pu faire, l'absence de volonté de lutte des grandes centrales syndicales, l'a mené à bien.

Et pourtant, rien n'est joué. Le relatif répit que les centrales syndicales ont ménagé à la bourgeoisie est bien précaire. Les élections ne risquent que d'interrompre la grève, d'être une pause dans la lutte engagée. Les travailleurs ont des illusions électoralistes, ils espèrent d'un nouveau parlement ce qu'ils n'ont pas obtenu aujourd'hui...

En cas de victoire électorale de la « gauche », ces illusions pourraient relancer le mouvement de grève. Ce fut le cas en 1936, après la victoire du Front populaire. Et si les élections doivent ramener une nouvelle majorité Ve République, rien ne sera encore joué. Les travailleurs ne sont pas rentrés vaincus. Ils ont pris conscience de leur force. Un échec électoral leur démontrerait encore plus nettement que cette force ne s'exprime que dans la grève et dans la rue.

En trois semaines, la classe ouvrière française a beaucoup appris et beaucoup réappris. Les semaines qui viennent seront encore riches d'enseignement et les illusions que les travailleurs entretiennent sur le parlement et sur leurs propres partis et syndicats, peuvent disparaitre très vite au rythme des événements et depuis un mois, les événements vont très vite.

LE LOCK-OUT DES LYCÉES

LA reprise dans l'enseignement n'a pas été plus brillante qu'ailleurs.

Après s'être engagés aux côtés de leurs élèves dans le grand mouvement social de mai, les professeurs ont fini par se désolidariser d'eux en les abandonnant au « bac Pompidou ».

Reprise houleuse, commandée par la F.E.N., chez les instituteurs, d'abord, le second degré ensuite, après une consultation contestable et contestée. Comme toujours le prétexte essentiel invoqué était l'incompréhension, voire la colère des parents d'élèves. Pompidou lui-même devait jouer à fond cette carte, et faire appel à la traditionnelle conscience professionnelle des enseignants qui ne pouvaient laisser les enfants à la rue.

Comme par hasard certains parents, montés par la presse, la radio et aussi les comités d'action critique, contre la grève des enseignants se sont manifestés : insultes, menaces, appel aux flics, pressions diverses. En quelques jours, en quelques heures presque, cette minorité est devenue pour le pouvoir, les chefs d'établissement et les syndicats, expression de la volonté de tous les parents d'élèves. Isolés, trompés, les enseignants ont obéi aux consignes syndicales et se sont inclinés.

Ils ont repris le travail. Mais dans tous les lycées, quelque chose avait changé. Les élèves eux, continuaient la grève, la discussion, la contestation. Il n'était plus question de reprendre comme par le passé. Et chaque classe se transformait en petite Sorbonne, exactement comme pendant la grève et l'occupation des lycées, à cette différence près, que désormais tous les élèves étaient présents et que l'agitation au lieu de s'éteindre, s'alimentait de toutes ces formes nouvelles. Les professeurs élaboraient avec leurs élèves, le projet de réforme immédiate et lointaine et la « contestation » s'organisait sur de nouvelles bases.

Aussi le vendredi 21 juin, un ordre du Rectorat annonçait que tous les lycées parisiens seraient fermés à partir du 22 juin. C'était purement et simplement un lock-out. L'école était à nouveau fermée. Mais cette fois par ordre venu d'en haut. Et cette fois-ci il n'était plus question des malheureux parents qui ne savaient que faire de leurs enfants, des heures perdues et non récupérables, du « devoir professionnel » qui interdit aux professeurs de laisser les élèves à la rue, etc.

Toutes ces bonnes paroles n'étaient valables que pour « forcer » la reprise. Et les parents d'élèves qui ont marché dans la propagande gouvernementale doivent comprendre aujourd'hui à quel point on s'est moqué et servi d'eux.

Dans l'enseignement comme ailleurs, les revendications essentielles n'ont pas été satisfaites, mais dans l'enseignement comme ailleurs l'agitation se poursuit et septembre sera le point de départ d'une nouvelle bataille.

LE TOAST DE LONDRES

A. BLANQUI

Auguste BLANQUI, Révolutionnaire Français (1805-1885)

ON voit son nom sur un grand nombre de plaques de rue, en particulier dans les municipalités socialistes ou communistes.

On honore son nom, mais on se garde bien de citer ces paroles prophétiques, extraites d'un discours qu'il prononça en exil à Londres après les massacres de juin 1848.

Quel écueil menace la révolution de demain ?

L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns...

La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie.

Le crime est aux traitres que le peuple confiant avait accepté pour guides et qui l'ont livré à la réaction...

Oh ! ce sont là de grands coupables et entre tous les plus coupables, ceux en qui le peuple trompé par des phrases de tribun, voyait son épée et son bouclier ; ceux qu'il proclamait avec enthousiasme arbitres de son avenir.

Malheur à nous si, au jour du prochain triomphe populaire, l'indulgence oublieuse des masses laissait monter au pouvoir un de ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une seconde fois, c'en serait fait de la Révolution...

Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperie et mensonge ; les mêmes jongleurs ne reviendraient que pour exécuter le même tour, avec la même gibecière ; ils formeraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réaction plus furieuse !

Sur eux, anathème, s'ils osaient jamais reparaître !

Honte et pitié sur la foule imbécile qui retomberait encore dans leurs filets...

Traitres seraient les gouvernements qui, élevés sur les pavois prolétaires, ne feraient pas opérer à l'instant même :

1° Le désarmement des gardes bourgeoises ;

2° L'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers.

Sans doute, il est bien d'autres mesures indispensables, mais elles sortiraient naturellement de ce premier acte qui est la garantie préalable, l'unique gage de sécurité pour le peuple.

Il ne doit pas rester de fusil aux mains de la bourgeoisie. Hors de là, point de salut.

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui les sympathies des masses, pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

Qui a du fer, a du pain !

On se prosterne devant les baïonnettes : on balaye les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra !

Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours.

Que le peuple choisisse !

Bravo l'O.R.T.F.

LES grévistes de l'O.R.T.F. nous ont donné un aperçu de ce que pouvait être une information libre, non soumise aux dictats gouvernementaux. Cela tranchait agréablement sur les informations habituelles et sur le journal télévisé assuré par des non-grévistes qui conservait sa fadeur et son indigence quotidiennes.

Puis vint le remaniement ministériel. M. GUENA qui s'était déjà distingué aux ministère des P. et T., devenu ministre de l'Information, par une déclaration brève et méprisante, repoussa les revendications de libéralisation de leur statut mises en avant par les grévistes. Ce fut la rupture et la grève totale de tout le personnel de l'O.R.T.F. à l'exception d'une poignée de non grévistes qui s'érigèrent en Comité d'Action Civique et réclamèrent le renvoi de 13 journalistes et de 6 réalisateurs producteurs. Et mis à part les disques passés à longueur de journées de brèves informations plus officielles que jamais émanent des chaînes gouvernementales.

Les journalistes, les techniciens et le personnel de l'O.R.T.F. mènent une lutte courageuse qui dépasse de loin de simples revendications salariales et qui nous concerne tous. Ils luttent pour un statut démocratique, pour une plus large liberté d'expression sur les ondes, contre l'intoxication gouvernementale, pour l'indépendance de l'O.R.T.F. de tout gouvernement quel qu'il soit. Ils ont risqué leur poste, leur carrière, leur avenir, au nom de la dignité, leur dignité propre tout d'abord, celle de l'ensemble d'entre nous aussi.

Il faudra nous en souvenir. Et quels que soient les résultats, cela mérite un grand coup de chapeau.

BRAVO L'O.R.T.F.

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et, surtout, de l'informer.

LUTTE OUVRIERE
Responsable de la publication : Michel RODINSON.

Imprimerie Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e